

AUDIENCE PRÉSIDENTIELLE

LE PRÉSIDENT TEBBOUNE REÇOIT LE PREMIER MINISTRE DE LA RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, lundi au siège de la Présidence de la République, le Premier ministre de la République tchèque, M. Andrej Babis, et la délégation l'accompagnant.



P.3

ENTRE NOUS

Quotidien national d'information

« La vérité est comme l'eau ; elle prend la forme du récipient qui la contient. » Ibn Khaldoun

Mardi 16 Joumada El Ouela 1448 - 27 Octobre 2026 - N° 1418 : ISSN 1112-6167. www.entrenous.dz Prix :25 DA

FORUM D'AFFAIRES
ALGÉRO-TCHÈQUE

VERS UN PARTENARIAT ÉCONOMIQUE PLUS AMBITIEUX



Le Premier ministre M. Sifi Ghrieb a insisté hier à Alger sur la nécessité de redoubler d'efforts afin de soutenir les projets communs et d'ouvrir de nouveaux champs de coopération. L'objectif est de faire accéder les relations économiques bilatérales à des niveaux plus ambitieux, en s'appuyant sur les liens historiques privilégiés qui unissent les deux pays.

P.4

PROJET DU GAZODUC
TRANSSAHARIEN

SES RETOMBÉES ÉCONOMIQUES POUR LES PAYS DU SAHEL SOULIGNÉES

Le ministre d'Etat nigérian aux Ressources pétrolières (gaz), M. Ekperikpe Ekpo, a mis en avant, lundi à Moscou, les importantes retombées économiques et de développement du projet du gazoduc transsaharien (TSGP) reliant le Nigeria à l'Algérie via le Niger, notamment pour les pays du Sahel africain, soulignant que ce projet était prioritaire et que le Nigeria allait réaliser un gazoduc reliant le sud au nord du Nigeria en vue de concrétiser cette importante infrastructure énergétique continentale.

P.4

POUR PROTÉGER LES INTÉRÊTS ÉNERGÉTIQUES ET ÉCONOMIQUES
ALGÉRO-NIGÉRIENS

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DÉCIDE D'ENVOYER DES UNITÉS DE L'ANP EN RÉPUBLIQUE DU NIGER



P.3

DES PARTIS POLITIQUES ET DES ORGANISATIONS NATIONALES ONT AFFICHÉ LEUR SOUTIEN À LA DÉCISION DE L'ALGÉRIE D'ENVOYER DES UNITÉS DE L'ARMÉE NATIONALE POPULAIRE (ANP) AU NIGER, Y VOYANT UNE ÉTAPE STRATÉGIQUE VISANT À PROTÉGER LES INTÉRÊTS SUPÉRIEURS DU PAYS ET À RENFORCER LA SÉCURITÉ DANS LA RÉGION.

28E RÉUNION MINISTÉRIELLE DU FORUM DES PAYS EXPORTATEURS DE GAZ ARKAB RÉAFFIRME À MOSCOU L'ENGAGEMENT DE L'ALGÉRIE POUR LE RENFORCEMENT DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE

Le ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, a réaffirmé, lundi lors de la 28e réunion ministérielle du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF), l'engagement de l'Algérie en faveur du renforcement de la coopération internationale dans le domaine du gaz, soulignant le droit des Etats de choisir leurs trajectoires énergétiques.

P.16

RENCONTRE NATIONALE AUTOUR DU TOURISME THERMAL

MME MEDDAHI APPELLE À MODERNISER LES STATIONS

La ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Mme Houria Meddahi, a mis l'accent hier à Guelma, sur la mise en valeur des eaux thermales, l'élévation de la qualité des services touristiques et l'encouragement des capitaux dans ce secteur. En ouvrant le forum national consacré au tourisme thermal, elle a aussi affirmé la nécessité de rénover les équipements, d'améliorer l'accueil, de rehausser le niveau des prestations, de soutenir les projets d'investissement et de renforcer la formation, en reliant le thermalisme à l'artisanat et au patrimoine culturel.

Par Youcef Hamidi

Elle a également plaidé pour une démarche opérationnelle et un plan d'action lisible, fondé sur la concertation entre les différents acteurs, le partenariat accru entre public et privé, la capitalisation des expériences réussies et la coopération internationale, tout en défendant les principes d'un tourisme durable et une exploitation raisonnée des ressources naturelles, afin de préserver la valeur patrimoniale des bains traditionnels et d'œuvrer à leur réhabilitation et à leur modernisation.

Mme Meddahi a rappelé que l'Algérie possède des ressources naturelles et thermales importantes, avec 282 sources thermales dans 40 wilayas, 36 stations thermales d'une capacité de 5.618 lits et 2.564 postes d'emploi, ainsi que 28 bains traditionnels répartis dans 18 wilayas, ce qui traduit, selon elle, un potentiel prometteur pour ce type de tourisme à l'échelle nationale.

Le parc des équipements dé-

diés au thermalisme comprend des structures du Groupe Hôtellerie, Tourisme et Thermalisme, offrant 2.997 lits et 1.152 emplois, réparties dans plusieurs wilayas, notamment les stations de Hammam Chellala à Guelma, Hammam Bouhnifia à Mascara, Hammam Rabi à Saïda, Hammam Salihine à Biskra, Hammam Guer-gour à Sétif, Hammam Bouhdjar à Ain Témouchent, Hammam Righa à Ain Defla et Hammam Boughrara à Tlemcen.

L'an dernier, les stations thermales ont reçu 312.736 curistes, tandis que les bains traditionnels ont accueilli 2.826.403 personnes ; au cours du premier semestre de l'année en cours, 176.115 curistes et 1.166.469 amateurs de bains traditionnels ont été recensés. Ces chiffres confirment, selon la ministre, le poids de cette activité et les perspectives de son développement pour faire vivre le tourisme durant toute l'année. S'agissant des perspectives d'investissement, Mme Meddahi a fait savoir que 97 autorisations d'utilisation et

d'exploitation des eaux thermales ont été accordées, en plus de 14 projets liés au thermalisme en cours de réalisation, qui devraient apporter 2.366 nouveaux lits et créer 1.155 emplois directs. Le forum rassemble des experts nationaux et internationaux, des investisseurs, des représentants des structures thermales publiques et privées, des médecins spécialisés en médecine thermique, des représentants de collectivités locales, de plusieurs ministères et des diplomates accrédités en Algérie. La matinée du premier jour a été marquée par la projection d'un film documentaire consacré au thermalisme en Algérie et par plusieurs interventions portant notamment sur la modernisation des stations selon les normes internationales, la promotion de l'investissement thermal et de l'innovation, ainsi que la simplification des procédures pour permettre aux opérateurs économiques de réaliser des projets alliant traitement naturel, divertissement et détente. D'autres thèmes seront abordés,

comme la formation des ressources humaines et la qualification des compétences des stations thermales, ou encore la commercialisation et la promotion touristique de ce produit stratégique aux niveaux national et international, avec des séances de débats et d'échanges.

Les participants devaient se rendre, l'après-midi, dans la commune touristique de Hammam Debagh pour visiter le complexe thermal Chellala et le site de la cascade naturelle, où une exposition des acteurs du tourisme et de l'artisanat sera organisée. La deuxième journée prévoit l'ouverture d'un atelier sur l'investissement, le financement et le développement de l'activité thermique, ainsi qu'une visite permettant de découvrir la demeure de la famille du défunt président Houari Boumediene à Beni Addi, dans la commune de Medjez Ammar, la ville antique de Thibilis à Sellaoua-Announa et le théâtre romain au centre de Guelma.

Y.H

RÉGULATION DU MARCHÉ ET LUTTE CONTRE LA SPÉCULATION

VERS UN PLAFONNEMENT DES MARGES BÉNÉFICIAIRES DE CERTAINS PRODUITS DE LARGE CONSOMMATION

Le directeur central à la Direction générale du contrôle économique et de la répression des fraudes au ministère du Commerce intérieur, Kamel Boukheddache, a annoncé, lors de son intervention dans l'émission « L'Invité du jour », diffusée par la Chaîne III de la Radio nationale, qu'un projet de loi était en cours d'élaboration au niveau du ministère, à la suite des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à mettre fin à la spéculation sur le marché.

Par Malika Azeb

En effet, ce projet vise à plafonner les marges bénéficiaires des différents intervenants dans le processus de commercialisation de certains produits de large consommation, à l'instar des fruits et légumes.

Afin de réguler le marché national et de mettre fin à la hausse des prix des produits alimentaires et agricoles, la ministre du Commerce et de la Régulation du marché national, Amel Abdelatif, ainsi que le Premier ministre, Sifi Ghrieb, ont multiplié, ces derniers jours, les rencontres avec les différents secteurs concernés.

Reconnaissant cette flambée des prix, ce responsable a expliqué que plusieurs facteurs intervenaient dans cette hausse, à savoir la spéculation sur les produits de large consommation, en premier lieu ; le prix de revient des produits fabriqués localement, pour lesquels le producteur importe généralement la matière première, impactant ainsi le prix ; la situation géopolitique instable au niveau mondial ; et la multiplication des intervenants dans le processus de distribution des produits, notamment dans la filière des fruits et légumes.

Le ministère du Commerce œuvre actuellement, en coordination avec les différents secteurs, tels que le ministère de l'Agriculture et les professionnels de la filière, à la mise en place de mécanismes visant à mettre fin à cette hausse des prix, comme le plafonnement du prix de certains produits, tels que la pomme

de terre, ainsi que l'élaboration d'un projet de loi visant à plafonner les marges bénéficiaires des différents intervenants dans le processus de commercialisation de certains produits de large consommation. Ce texte permettra la stabilité des prix, a affirmé M. Boukheddache.

Le ministère a également réquisitionné plus de 80 % de ses effectifs. Ainsi, 7 000 agents interviennent régulièrement, y compris les week-ends, sur le terrain pour contrôler les produits et les prix, avec la collaboration des services de sécurité, notamment dans les marchés de gros, où les agents interviennent généralement tôt le matin, a-t-il souligné. Il a précisé que, pour le mois sacré du Ramadan prochain, la tutelle avait pris des mesures proactives pour la régulation du marché, en matière d'approvisionnement et de commercialisation des produits de large consommation durant ce mois.

Concernant la filière des viandes et leur disponibilité durant le mois sacré, l'intervenant a assuré qu'un « décret exécutif n° 24-133 daté de 2024, portant sur le plafonnement des marges bénéficiaires liées à l'importation de viande rouge, est en cours de révision à la suite des préoccupations des importateurs de ce produit concernant justement ces marges », précisant que les quotas d'importation de viande rouge avaient été revus à la hausse pour permettre la disponibilité de ce produit à des prix abordables.

M. Boukheddache a rappelé que les commerçants devaient non seulement afficher le prix de la viande, mais également préciser son origine.

Le Premier ministre a passé en revue les mesures prises aux niveaux local et central en matière de régulation du marché lors de sa rencontre avec les professionnels des filières agricoles et les organisations commerciales et de la chaîne d'approvisionnement. Il a notamment été question de revoir le rôle du wali et des collectivités locales concernant la régulation des marchés. L'intervenant a souligné que des cellules de veille centrales étaient en contact avec les cellules de veille locales, chargées du suivi de l'approvisionnement et de la disponibilité des produits alimentaires et agricoles.

Le ministère du Commerce intérieur a officiellement lancé, dimanche dernier, une plateforme numérique, « Tawassol », dédiée aux consommateurs pour signaler les différentes pratiques commerciales frauduleuses.

Concernant le bilan des interventions effectuées durant cette année, M. Boukheddache a indiqué que leur nombre avait augmenté de 19 % par rapport à la même période de l'année 2025, qui avait enregistré 2 330 000 interventions, tandis qu'en 2026, les services de contrôle avaient recensé 2 477 000 interventions durant les neuf premiers mois, ce qui dénote un renforcement des contrôles.

Ces mesures dissuasives ont permis la diminution du nombre d'infractions commerciales, a également affirmé le représentant du ministère du Commerce, précisant que, durant l'année précédente, 40 PV (procès-verbaux) avaient été dressés à l'encontre des spéculateurs, contre 17 pour l'année en cours.

MA

POUR PROTÉGER LES INTÉRÊTS ÉNERGÉTIQUES ET ÉCONOMIQUES
ALGÉRO-NIGÉRIENS

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DÉCIDE D'ENVOYER
DES UNITÉS DE L'ANP EN RÉPUBLIQUE DU NIGER

Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, a décidé, lundi, d'envoyer des unités de l'Armée nationale populaire (ANP) en République du Niger, afin d'assurer la protection des intérêts énergétiques et économiques communs algéro-nigériens, indique un communiqué de la Présidence de la République.

"Conformément aux dispositions de la Constitution, notamment ses articles 30 et 91 (alinéas 1, 2 et 7), à la demande des autorités nigériennes, après approbation à l'unanimité du Conseil de la nation, lors de sa séance plénière à huis clos tenue le 25 octobre 2026, et après approbation à l'unanimité de l'Assemblée populaire nationale, lors de sa séance plénière à huis clos tenue le 25 octobre 2026, M. Abdelmad-

jid Tebboune, président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, a décidé, lundi 26 octobre 2026, d'envoyer des unités de l'Armée nationale populaire en République du Niger, afin d'assurer la protection des intérêts énergétiques et économiques communs algéro-nigériens", lit-on dans le communiqué de la Présidence de la République.

RA



DES PARTIS ET DES ORGANISATIONS AFFICHENT LEUR SOUTIEN
À CETTE DÉCISION STRATÉGIQUE

Des partis politiques et des organisations nationales ont affiché leur soutien à la décision de l'Algérie d'envoyer des unités de l'Armée nationale populaire (ANP) au Niger, y voyant une étape stratégique visant à protéger les intérêts supérieurs du pays et à renforcer la sécurité dans la région.

Dans ce cadre, le parti du Front de libération nationale (FLN) a salué l'activation de l'article 91 de la Constitution, qui autorise l'envoi d'unités de l'ANP à l'étranger, soulignant que l'approbation de cette décision par les deux chambres du Parlement était motivée par "la nécessité de protéger les intérêts vitaux du pays, au regard de l'extension des menaces transfrontalières, de la multiplication des conflits au Sahel et de la prolifération du terrorisme, de la criminalité organisée et du trafic d'armes et de drogues".

Le parti a également salué "la qualité des relations unissant l'Algérie et le Niger à plus d'un titre", rappelant le protocole d'accord signé entre les deux pays dans le domaine de la coopération militaire bilatérale, visant à renforcer les efforts face aux défis sécuritaires communs et à consolider le rapprochement stratégique et sécuritaire.

Abondant dans le même sens, le Rassemblement national démocratique (RND) a estimé que cette décision "reflète l'importance capitale qu'accorde l'Algérie à sa coopération sécuritaire avec le Niger, pays frère" et "met clairement en évidence la pleine disposition et la grande capacité opérationnelle de l'Algérie à employer tous les moyens souverains qu'elle juge appropriés pour protéger ses intérêts supérieurs et renforcer la stabilité dans son voisinage".

Le parti a indiqué que son soutien à cette démarche émane de "sa conviction et de son engagement à défendre les intérêts supérieurs du pays", rappelant que "la sécurité de l'Algérie et la stabilité de son voisinage exige une vigilance constante et une décision souveraine indépendante".

Le Front El Moustakbal a, lui aussi, salué la décision d'envoi d'unités de l'ANP à l'étranger, précisément au Niger, soulignant que sa position procède d'une "lecture responsable des exigences de sécurité nationale et des mutations régionales"

et de "sa conviction que la protection des intérêts de l'Algérie exige de la vigilance, du discernement, la consolidation des relations de coopération et de bon voisinage et un environnement régional plus sûr et plus stable".

Pour sa part, le Mouvement El Bina a annoncé son soutien à cette décision, qui "participe d'une approche sécuritaire consciente alliant protection des intérêts vitaux et stratégiques de l'Algérie et de ses partenaires et consolidation de la sécurité et de la paix dans la région".

A ce titre, la formation politique a insisté sur la nécessité d'"observer les plus hauts niveaux de vigilance pour faire face à tous les plans hostiles" et d'"adhérer pleinement aux choix stratégiques de l'Etat algérien pour préserver la sécurité et la stabilité du pays". Le Front des forces socialistes (FFS) a, lui aussi, salué cette décision stratégique qui vise à "défendre les intérêts vitaux de la Nation", d'où l'impératif d'"adopter une doctrine sécuritaire proactive face aux mutations dans les méthodes de conflit et aux nouvelles formes de menaces, qui exigent de renforcer les capacités défensives, d'ancrer la profondeur stratégique de notre pays, de sécuriser les frontières, de préserver notre sécurité nationale et d'œuvrer pour la consolidation de la paix".

Dans ce cadre, le parti a réaffirmé "son engagement ancré à servir les intérêts supérieurs de l'Algérie, à protéger son indépendance et à œuvrer pour l'édification d'un environnement régional fondé sur la paix, la coopération et le respect mutuel entre les peuples".

Dans le même contexte, le Mouvement de la société pour la paix (MSP) a souligné "son adhésion aux grandes orientations générales visant à protéger la sécurité nationale, à défendre la patrie et à préserver sa stabilité".

De son côté, le parti Tajamou Amel El-Djazair (TAJ) a souligné que cette démarche "participe d'une vision responsable tenant compte des mutations accélérées de l'ordre international et des changements géopolitiques et sécuritaires que connaît la région, ainsi que de la nécessité d'adopter des approches stratégiques adaptées aux défis actuels, face à la multiplication des menaces sé-

curitaires".

La même position a été exprimée par le parti Sawt Echaab, qui a estimé que l'approbation par les deux chambres du Parlement de la notification adressée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, concernant l'envoi d'unités de l'ANP en République du Niger constituait "un devoir et un engagement constitutionnels" s'inscrivant dans le droit-fil du "soutien à toutes les décisions judicieuses à même de protéger les intérêts supérieurs de la patrie".

Dans la même perspective, le parti El-Karama a salué cette décision constitutionnelle, qu'il a qualifiée d'"étape nécessaire pour protéger et développer les relations économiques conjointes avec le Niger voisin, notamment le projet énergétique liant les deux pays et qui bénéficiera aux deux peuples", estimant que cette "décision historique prise par l'Algérie dans le cadre de l'adaptation de sa doctrine militaire aux impératifs de protection de ses intérêts sécuritaires et économiques, témoigne d'une grande maturité".

De son côté, le parti Jil Jadid a réaffirmé "son attachement à la souveraineté de l'Algérie et à l'indépendance de sa décision nationale", soulignant que "la préservation de l'unité, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance de l'Algérie doit être la boussole dans toute décision stratégique", rappelant que la stabilité de l'environnement régional, notamment le Sahel, est "un élément important dans l'équation sécuritaire pour l'Algérie".

De son côté, l'Académie de la jeunesse algérienne (AJA) a affiché son soutien à cette "orientation souveraine visant à renforcer la coopération sécuritaire avec la République du Niger, contribuant ainsi à faire face au terrorisme, à la criminalité organisée et aux menaces transfrontalières, au service de la sécurité de l'Algérie et de la stabilité de tout le Sahel".

Elle a également appelé à "renforcer le front intérieur" et à "faire bloc autour des institutions de la République et de l'Armée nationale populaire face aux différents défis qui ciblent la sécurité du pays et ses intérêts supérieurs".

RA

COOPÉRATION ALGÉRO-JORDANIENNE
HATTAB REÇOIT L'AMBASSADEUR DE
JORDANIE AUPRÈS DE L'ALGÉRIE

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Mohamed Hattab, a reçu, lundi, l'ambassadeur du Royaume hachémite de Jordanie auprès de l'Algérie, Ahed Ali Sweidat, indique un communiqué du ministère.

Cette rencontre, tenue au siège du ministère, a été l'occasion de "passer en revue les relations de fraternité et de coopération entre l'Algérie et la Jordanie" et d'"examiner les moyens de renforcer la coopération bilatérale et l'échange d'expertises et d'expé-

riences dans les domaines d'intérêt commun, notamment le travail, l'emploi et la sécurité sociale", précise la même source. Lors de cette rencontre, les deux parties ont souligné "leur volonté de poursuivre le renforcement des relations de coopération et de coordination, au service des intérêts communs des deux pays frères, de manière à refléter la profondeur des liens fraternels qui les unissent", conclut le communiqué.

RA

AUDIENCE PRÉSIDENTIELLE
LE PRÉSIDENT TEBBOUNE
REÇOIT LE PREMIER MINISTRE DE
LA RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, lundi au siège de la Présidence de la République, le Premier ministre de la République tchèque, M. Andrej Babis, et la délégation l'accompagnant.

Ont assisté à l'audience, le directeur de Cabinet de la Présidence de la République, M. Lounès Magramane, le conseiller auprès du président de la République, chargé des affaires diplo-

matiques, M. Amar Abba, le Secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires étrangères, chargé de la Communauté nationale à l'étranger, M. Sofiane Chaib, le Président-directeur général du groupe Sonatrach, M. Nour Eddine Daoudi, et l'ambassadeur d'Algérie auprès de la République tchèque, M. Mohamed Meziane.

RA

FORUM D'AFFAIRES ALGÉRO-TCHÈQUE

VERS UN PARTENARIAT ÉCONOMIQUE PLUS AMBITIEUX

Le Premier ministre M. Sifi Ghrieb a insisté hier à Alger sur la nécessité de redoubler d'efforts afin de soutenir les projets communs et d'ouvrir de nouveaux champs de coopération. L'objectif est de faire accéder les relations économiques bilatérales à des niveaux plus ambitieux, en s'appuyant sur les liens historiques privilégiés qui unissent les deux pays.

Par Ali Boudefel

S'exprimant lors du Forum d'affaires algéro-tchèque, qu'il a coprésidé avec son homologue tchèque M. Andrej Babis, M. Ghrieb a souligné le grand potentiel d'investissement entre les deux nations. Selon lui, la nouvelle phase qui commence exige d'accroître les efforts pour favoriser les initiatives communes et rechercher de nouveaux domaines de coopération, de manière à élever les relations économiques à des niveaux plus ambitieux et plus durables.

Il a précisé que cette phase intervient après une évolution sensible des échanges commerciaux, passés d'environ 139 millions de dollars en 2024 à près de 323 millions de dollars en 2025. Il a toutefois estimé que ces résultats, malgré leur impor-

tance, restent en dessous des capacités disponibles et des ambitions partagées.

Le Premier ministre a également relevé que la structure des échanges ne traduit pas la diversité des possibilités offertes par la coopération économique conjointe. Il a affirmé que celle-ci recèle encore des potentialités importantes et des opportunités prometteuses qui n'ont pas été pleinement exploitées.

Il a mis en avant la complémentarité entre les atouts économiques et les ressources stratégiques de l'Algérie, d'une part, et l'expertise industrielle et technologique remarquable accumulée par la République tchèque, d'autre part. Cette complémentarité peut, selon lui, ouvrir de nouvelles perspectives à des partenariats de qualité et à des projets communs à forte valeur ajoutée.

Dans ce contexte, M. Ghrieb a

cité les nombreuses possibilités d'investissement que propose l'Algérie, notamment dans l'industrie, l'automobile, l'agriculture et l'agroalimentaire, la pharmacie, les énergies renouvelables, les mines, le tourisme, la pêche, l'économie numérique ainsi que les technologies de l'information et de la communication. Il a indiqué que ces secteurs figurent parmi les priorités de la stratégie nationale de développement économique.

Ces opportunités s'inscrivent dans le cadre des réformes économiques engagées conformément aux orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Ces réformes ont permis, a-t-il expliqué, de consolider les bases de l'économie nationale, d'améliorer le climat des affaires et d'élargir les perspectives d'investissement.

À propos du Forum d'affaires, le

Premier ministre a estimé qu'il se tient au moment où les relations bilatérales connaissent une dynamique soutenue par une volonté politique commune de porter la coopération économique au niveau des relations historiques privilégiées entre les deux pays. Il s'est félicité de ces relations, forgées dans le soutien de la Tchécoslovaquie à la glorieuse Révolution de libération et développées après l'indépendance dans de nombreux domaines, notamment économique.

Il a enfin évoqué les nouveaux mémorandums d'entente signés plus tôt dans la journée dans les secteurs des mines, de la culture et de la protection civile. Il a souligné leur contribution à l'élargissement des champs de la coopération bilatérale et au renforcement du cadre juridique qui la régit.

A.B

LE PREMIER MINISTRE TCHÈQUE SALUE LE RÔLE STRATÉGIQUE DE L'ALGÉRIE DANS LE RENFORCEMENT DE LA CONNECTIVITÉ ENTRE L'AFRIQUE ET L'EUROPE

Le Premier ministre de la République tchèque, M. Andrej Babis, a salué, lundi à Alger, le rôle stratégique joué par l'Algérie dans la connectivité entre les continents européen et africain, soulignant qu'elle est l'un des principaux partenaires de son pays en Afrique du Nord et en Méditerranée. Dans une allocution prononcée lors du Forum d'affaires algéro-tchèque, qu'il a coprésidé avec le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, M. Babis a précisé que "l'Algérie, plus grand pays d'Afrique et marché dynamique en plein essor, est l'un des principaux partenaires de son pays en Afrique du Nord et en Méditerranée", ajoutant que c'est aussi "un partenaire stratégique qui joue un rôle central dans la connectivité entre l'Europe et l'Afrique".

Après avoir mis en avant la "place particulière" qu'occupe l'Algérie, en tant que "puissance éco-

nomique africaine et principal producteur d'énergie" et "sa contribution à la stabilité régionale et au développement économique", le Premier ministre tchèque a salué le rôle de l'Algérie dans "le renforcement de la sécurité énergétique en Europe, notamment à travers la coopération croissante entre les partenaires tchèques et algériens dans les secteurs du gaz et des mines".

Dans ce sillage, il a indiqué que le partenariat entre le groupe énergétique tchèque (CEZ) et le groupe Sonatrach et la coopération entre les services géologiques des deux pays constituent des exemples concrets de la capacité de l'Algérie et de la Tchéquie à œuvrer ensemble à relever les défis stratégiques et à créer de nouvelles opportunités économiques. Le grand intérêt que les entreprises tchèques portent au Forum d'affaires algéro-tchèque témoigne de leur confiance dans

le potentiel économique de l'Algérie et de leur engagement à développer un partenariat à long terme, a-t-il ajouté, soulignant la disposition de ces entreprises à contribuer par leur expertise et leurs solutions innovantes dans les secteurs concernés. A cette occasion, le Premier ministre tchèque a salué la profondeur des relations unissant les deux pays, fondées sur le respect mutuel, la confiance, les échanges entre les deux peuples et la coopération historique, soulignant qu'ils ont su préserver, pendant plus de six décennies, des relations étroites dans plusieurs domaines. "Les deux pays n'œuvrent pas uniquement à bâtir une nouvelle relation, mais s'emploient à renouveler et à actualiser un partenariat qui existe depuis des générations", a-t-il dit.

RA

HYDROCARBURES ARKAB EXAMINE À MOSCOU AVEC SON HOMOLOGUE QATARI LE RENFORCEMENT DE LA COOPÉRATION BILATÉRALE

Le ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, a examiné, lundi à Moscou avec le ministre d'Etat aux Affaires énergétiques de l'Etat du Qatar, M. Saad bin Sherida Al-Kaabi, les moyens de renforcer la coopération entre les sociétés et entreprises algériennes et leurs homologues qataries.

Cette rencontre, tenue en présence de l'ambassadeur d'Algérie auprès de la Russie, en marge de la 28e réunion ministérielle du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF), a permis de passer en revue l'état et les perspectives des relations de coopération et de partenariat entre l'Algérie et le Qatar dans le domaine des hydrocarbures, et d'examiner les moyens de les renforcer et de les élargir, en adéquation avec les ressources et les capacités dont disposent les deux pays.

A cette occasion, les deux parties ont souligné l'importance de poursuivre le renforcement de la coopération entre les sociétés et entreprises algériennes et qataries, notamment entre le groupe Sona-

trach et Qatar Energy, et de tirer parti de leurs expertises et expériences dans les différentes étapes de la chaîne de valeur des hydrocarbures, notamment l'exploration, la production, le développement des gisements, le transport, le raffinage et la pétrochimie. Les entretiens ont également porté sur le développement de la coopération dans la valorisation des ressources gazières et le développement des industries de transformation associées, ainsi que sur le développement de solutions technologiques permettant de réduire les émissions et d'améliorer les performances, en phase avec les transformations que connaissent les systèmes énergétiques mondiaux.

Dans ce contexte, l'accent a été mis sur l'importance de l'intensification des échanges techniques et du partage d'expertises et d'expériences entre les entreprises spécialisées dans les deux pays, ainsi que sur la nécessité de développer les ressources humaines à travers la formation et le transfert de connaissances.

RA

PROJET DU GAZODUC TRANSSAHARIEN SES RETOMBÉES ÉCONOMIQUES POUR LES PAYS DU SAHEL SOULIGNÉES

Le ministre d'Etat nigérian aux Ressources pétrolières (gaz), M. Ekperikpe Ekpo, a mis en avant, lundi à Moscou, les importantes retombées économiques et de développement du projet du gazoduc transsaharien (TSGP) reliant le Nigeria à l'Algérie via le Niger, notamment pour les pays du Sahel africain, soulignant que ce projet était prioritaire et que le Nigeria allait réaliser un gazoduc reliant le sud au nord du Nigeria en vue de concrétiser cette importante infrastructure énergétique continentale.

Dans une déclaration à l'APS, en marge de la 28e réunion ministérielle du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF), M. Ekpo a indiqué que le gazoduc transsaharien constitue un "projet prioritaire", déclarant à ce propos : "Je me suis rendu en Algérie il y a quelques mois, accompagné d'un représentant de la compagnie pétrolière nationale nigériane. Nous avons été reçus par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, auquel nous avons

donné toutes les garanties quant à notre engagement à réaliser un gazoduc reliant le sud au nord du Nigeria". La réalisation de ce gazoduc intervient parallèlement au lancement par l'Algérie des travaux de réalisation du tronçon algérien du projet (le 4 juin 2026, dans la région d'Aoulef), a souligné le ministre, ajoutant que son pays avait procédé à investir dans le secteur gazier pour répondre à la demande internationale et que les travaux se poursuivent aALGERIEu Nigeria en vue d'élaborer les plans d'investissement nécessaires à la réalisation des gazoducs.

Dans ce cadre, poursuit M. Ekpo, "environ quatre (4) décisions finales d'investissement ont été prises avec la participation de compagnies énergétiques internationales et nationales, ce qui permettra d'accroître la production", affirmant que le gaz constitue la solution optimale pour répondre aux besoins énergétiques dans le monde.

RA

TRANSPORT URBAIN À RELIZANE

DIX NOUVEAUX BUS POUR SOULAGER LES CITOYENS

La direction des transports de Relizane a mis en service, dimanche dernier, dix nouveaux bus modernes. Cette action s'inscrit dans le cadre de la décision du président de la République, M.Abdelmadjid Tebboune, visant à renouveler le parc de véhicules de transport. Ces véhicules vont renforcer les lignes existantes, en créer de nouvelles et régler le problème du manque de bus afin d'offrir un meilleur service aux voyageurs.

Par Hamida Indja

Pour améliorer les services de transport public, la direction locale des transports a annoncé l'entrée en service, dimanche dernier, de dix nouveaux bus qui viennent renforcer le parc de l'établissement public de transport urbain et suburbain de la wilaya de Relizane.

La même source a ajouté que cette action permet d'appliquer la dé-



cision du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, visant à remplacer les anciens bus de transport en commun par de nouveaux véhicules.

L'objectif est d'améliorer le service pour tous et la vie quotidienne des citoyens, mais aussi d'assurer de meilleures conditions de transport en bus

et de régler le problème du manque de bus sur certaines lignes.

La direction des transports a précisé que ces nouveaux bus, officiellement mis en circulation, se répartissent en deux groupes : cinq bus de 25 places et cinq autres de 35 places.

Ces véhicules servent à renforcer les lignes de transport qui existent déjà, en particulier celle qui relie la gare routière de Bendaoud à la nouvelle ville Benadda Benaouda, « Bermadia », ainsi que celle de la station urbaine du quartier Romane, située au chef-lieu de la wilaya.

De plus, deux nouvelles lignes ont été créées. Elles relient la station urbaine du chef-lieu de la wilaya au quartier Djafar et à l'hôpital Mohamed-Boudiaf. Deux autres lignes assurent également la liaison entre cette même station et les communes d'Oued Djemma et d'El-Matmar. La direction des transports a indiqué que l'arrivée de ces nouveaux bus allait contribuer à mieux desservir les quartiers et les environs, à réduire l'affluence dans les transports et à améliorer le service public dans toute la wilaya.

H I

CAMPAGNE AGRICOLE À TISSEMSILT

LES LÉGUMES SECS GAGNENT DU TERRAIN

Par Malek Gaya

Dans la wilaya de Tissemsilt, 300 hectares seront dédiés à la culture des légumes secs, en particulier les pois chiches et les lentilles, pour la saison agricole 2026-2027, selon la direction des Services agricoles (DSA), information rapportée lundi.

Cette surface se compose de 250 hectares pour les pois chiches et de 50 hectares pour les lentilles, précise la même source. Les exploitants bénéficieront de l'appui des cadres et techniciens des services agricoles : conseils techniques, actions de vulgarisation et de formation, mais aussi fourniture

de semences et d'engrais à prix subventionné, afin d'accroître les rendements. Par rapport à la campagne précédente, où les surfaces cultivées avaient atteint 233 hectares, la zone consacrée aux légumineuses s'étend, indique-t-on de même source, en soulignant que la préparation des terres a déjà débuté. Ces travaux s'accompagnent d'efforts pour élargir les superficies irriguées dans le but d'améliorer les rendements, particulièrement au sein de l'exploitation agricole pilote "Chouaki Rabah", implantée dans la commune d'Amari, qui doit participer au développement de cette filière. Pour garantir la réussite de cette campagne, plus de 339 quintaux de semences ont été mobilisés, dont environ 280

quintaux de pois chiches et 60 quintaux de lentilles. La même source se montre confiante quant à l'obtention d'une production abondante de légumes secs cette saison, compte tenu des progrès constatés ces dernières années dans cette filière à l'échelle de la wilaya. En parallèle, les préparatifs se poursuivent pour assurer le bon déroulement de la campagne de labour-semences de la saison agricole 2026-2027. Celle-ci devrait couvrir une superficie totale de 51.450 hectares consacrée aux différentes variétés de céréales, dont 38.500 hectares de blé dur, 12.000 hectares d'orge et 950 hectares de blé tendre.

M.G

APRÈS LES DERNIÈRES PLUIES À MASCARA

LE BARRAGE DE BOUHANIFIA ENGRANGE 2,4 MILLIONS DE MÈTRES CUBES SUPPLÉMENTAIRES

La Direction de l'hydraulique de la wilaya de Mascara a fait savoir lundi que le barrage de Bouhanifia, situé dans cette wilaya, avait reçu un apport supplémentaire de 2,4 millions de mètres cubes d'eau, conséquence des pluies récemment tombées dans la région. Grâce à ces précipitations, le volume stocké dans l'ouvrage dépasse désormais 8 millions de mètres cubes, ce qui correspond à un taux de remplissage de 23,5 %, a-t-on précisé de même source à l'APS. La même source a fait état d'une diminution du niveau du barrage pendant la saison estivale, expliquée par les quantités importantes d'eau prélevées pour irriguer les terres agricoles et par le captage d'une partie des réserves pour approvisionner en eau potable plusieurs communes des wilayas de Mascara et de Sidi Bel-Abbès. Cette infrastructure hydraulique, dont la capacité totale de stockage atteint 34,4 millions de mètres cubes, avait affiché

un taux de remplissage de 100 % au cours du premier semestre de l'année en cours, avant que son niveau ne recule sous l'effet de la demande accrue en eau pour l'irrigation et l'alimentation en eau potable durant l'été dernier, rappelle-t-on de même source. Il convient de signaler que le barrage de Bouhanifia assure à l'heure actuelle l'approvisionnement en eau potable, à raison d'environ 24.000 mètres cubes par jour, des communes de Bouhanifia, Mascara, Hacine, El Guitena et Tizi, dans la wilaya de Mascara, ainsi que de la commune de Sfisef, dans la wilaya de Sidi Bel-Abbès. Des quantités d'eau sont également affectées à l'irrigation des terres agricoles de la plaine de Habra, qui s'étend sur les communes de Mohammadia, Sidi Abdelmoumen, Macta-Douz et Bouhenni.

M.G

OUM EL BOUAGHI

380 MILLIONS DE DA POUR LE RÉSEAU D'EAU POTABLE

Une enveloppe de 380 millions de dinars vient d'être allouée au renouvellement du réseau d'alimentation en eau potable (AEP) de la commune d'Ain Beida (26 km à l'est d'Oum El Bouaghi), a-t-on appris, dimanche, auprès de la direction de l'hydraulique.

Le chef du service de l'AEP, Lakhdar Messaâd, a indiqué à l'APS que le lancement des travaux de renouvellement de ce réseau qui dessert 14 cités de la ville est prévu "avant fin 2026".

Il s'agit notamment, a-t-il ajouté, des cités de Meriane, du Tennis, des 400 Logements, des Harakta (sites n 3 et 5), de la route de Khenchela, des Frères Belalmi, de Bel-Air, d'Essaâda, d'El Kahina et de la coopérative de la cité "El Djirane".

Cet important projet, financé dans le cadre des programmes sectoriels de l'exercice 2026 et dont la réception est prévue pour "fin 2027", porte sur le renouvellement d'environ 60 km de canalisations de distribution d'eau potable, et sur la réalisation de 3.800 branchements individuels.

M. Messaâd a rappelé que depuis le début de l'année 2025, ce ne sont pas moins de 26 km du réseau d'AEP qui ont été réhabilités dans 10 cités de la commune d'Ain Beida.

R.R

SÉTIF

LA CNAC LANCE UNE CAMPAGNE DE SENSIBILISATION AUX MESURES D'ENCOURAGEMENT À LA PROMOTION DE L'EMPLOI

L'agence de Sétif de la Caisse nationale d'assurance chômage (CNAC) a lancé avant hier une campagne de sensibilisation aux avantages contenus dans la loi 06-21 du 11 décembre 2006 relatives aux mesures d'encouragement et d'appui à la promotion de l'emploi.

Dans une déclaration à l'APS, le directeur de l'agence, Fayçal Chagroune, a précisé que cette campagne, organisée en coordination avec les deux chambres de l'agriculture et du commerce et de l'industrie, s'inscrit dans le cadre du renfor-

cement de la communication avec les opérateurs économiques pour présenter les mesures incitatives contenues dans cette loi dont la réduction des cotisations sociales, l'exonération totale de la part de l'employeur et la subvention mensuelle à l'emploi conformément aux dispositions requises.

Le même responsable a ajouté que cette campagne de sensibilisation qui se poursuivra jusqu'au 31 décembre prochain vise à présenter aux opérateurs économiques ces importants avantages et

les encourager en profiter de sorte à promouvoir l'emploi et dynamiser le marché du travail. M. Chagroune a souligné que cette campagne donnera lieu à des visites aux zones des activités industrielles de la wilaya effectuées par des cadres spécialisés au profit d'opérateurs adhérents des chambres du commerce et de l'industrie et de l'agriculture, pour leur présenter la loi 06-21 du 11 décembre 2006 relatives aux mesures d'encouragement et d'appui à la promotion de l'emploi.

R.R

DYNAMISME ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL

LES MOTEURS INATTENDUS DE LA RÉSILIENCE MONDIALE

En 2026, l'économie planétaire a encaissé plusieurs revers : flambée des matières premières, paralysie du détroit d'Ormuz, relèvement des taxes douanières. Un ralentissement sévère de la croissance mondiale semblait inévitable, or il ne s'est pas produit. Que ce soit pour le PIB mondial ou pour les échanges internationaux de biens et services, les niveaux de 2026 sont restés presque identiques à ceux de 2025, et les projections actuelles pour 2027 tablent sur une progression comparable à celle de 2025. Il convient donc d'éclaircir les raisons de cette ténacité de l'économie mondiale face à des secousses qui auraient dû l'ébranler.

Par Nawal Bordji

Les chocs subis ont pourtant été considérables : le baril de pétrole a bondi de plus de 40 % en moyenne annuelle entre 2025 et 2026, et les autres matières premières ont renchéri de 17 %. Le gaz naturel, en particulier, a quasiment vu son prix tripler en Europe et en Asie depuis le début de 2026. La circulation dans le détroit d'Ormuz est quasi nulle. Par ailleurs, les taux d'intérêt réels à long terme se sont nettement relevés : négatifs en 2022 (environ -1 % aux États-Unis et -2 % dans la zone euro), ils atteignent désormais 2,7 % aux États-Unis et 2,2 % dans la zone euro, une hausse qui aurait dû logiquement décourager l'investissement (des entreprises, dans le logement). Enfin, les États-Unis ont instauré sur l'ensemble de leurs importations un droit de douane moyen de 11,8 %, contre à peine plus de 4 % au début de



2026, et ont obtenu une chute très marquée (30 % entre 2024 et 2025) de leurs achats en provenance de Chine, accompagnée d'un embargo sur les échanges technologiques entre les deux pays.

Néanmoins, la croissance du PIB mondial n'a que très légèrement fléchi, selon les dernières prévisions du Fonds monétaire international : 3,5 % en 2025, 3,1 % en 2026 et 3,4 % en 2027. Même constat pour la progression du commerce mondial de biens et services en volume : 5 % en 2025, 4,6 % en 2026 et 4,7 % attendus en 2027. Région par région, la croissance est restée inchangée par rapport à 2025 en 2026 aux États-Unis (2,3 %), en Afrique (4,5 %), au Royaume-Uni (1,2 %) ; elle n'a que très faiblement reculé en Europe (1,1 % en 2026 contre 1,2 % en 2025), en Chine (4,5 % en 2026 contre 5 % en 2025), en Inde (7 % en 2026 contre 7,8 % en 2025) et en Russie (0,9 % contre 1 %) ; seuls le Japon et les pays du Moyen-Orient connaissent un affaiblissement marqué de leur croissance.

GRÂCE À L'IA ?

Il faut donc expliquer cette ténacité de la croissance et des échanges mondiaux. La première raison tient au déploiement de l'intelligence artificielle. Celui-ci explique d'une part la vive progression des exportations des pays producteurs de semi-conducteurs et de matériel informatique (de janvier à septembre 2026, les ventes à l'étranger de la Corée du Sud ont augmenté de 83 %, celles du Japon de 9 %, celles de Taïwan de 33 %, celles de la Chine de 26 %) et d'autre part l'investissement aux États-Unis, notamment celui des hyperscalers (Oracle, Microsoft, Meta, Amazon, Alphabet), qui représente aujourd'hui 2,4 % du PIB américain et atteindra 3,2 % en 2027. Selon Gartner, les investissements mondiaux liés à l'IA s'élèvent à 2700 milliards de dollars en 2026 (2,1 % du PIB mondial) et augmentent rapidement.

La seconde raison réside dans les politiques budgétaires expansionnistes menées par de nombreux

pays : c'est le cas des États-Unis (déficit public de 6,5 % du PIB en 2026), de l'Allemagne (dont le déficit passe de 2,7 % du PIB en 2025 à 4 % en 2026), de la Chine (4 % du PIB), de l'Inde (4,4 % du PIB), de la France, du Japon (avec le plan de relance de Sanae Takaïchi) et du Royaume-Uni (5,5 % du PIB). Cette expansion budgétaire découle du vieillissement démographique et de la hausse induite des dépenses de santé et de retraite, de l'augmentation des dépenses militaires et des investissements d'infrastructure.

Quels éléments pourraient dès lors enrayer la croissance mondiale ? Il faudrait d'une part un coup d'arrêt aux dépenses liées à l'IA, qui pourrait résulter d'une révision à la baisse des profits futurs des entreprises développant des modèles d'IA, entraînant une diminution des commandes de semi-conducteurs ; d'autre part, une crise des dettes publiques, contraignant les gouvernements à des politiques budgétaires restrictives.

N.B

DROITS DE DOUANE AMÉRICAINS REVOILÀ LA DANSE DES TAXES !

Par Saïd Slimani

Des droits de douane qui disparaissent pour des produits en papier, des produits du bois ou de la machinerie, mais d'autres qui s'ajoutent pour le shampoing, les tapis et certains types de déchets. Le va-et-vient tarifaire de l'administration Trump envers le Canada n'est pas fini.

Le plus récent chapitre semble dû aux revendications de la sénatrice républicaine Susan Collins, au cœur d'une chaude lutte pour conserver son siège dans le Maine, à moins de deux semaines des élections de mi-mandat. C'est une publication de la sénatrice sur le réseau social X, vendredi, qui a éventé les changements confirmés plus tard en après-midi par la Maison-Blanche.

« Je suis heureuse d'avoir obtenu des exonérations supplémentaires pour des produits essentiels au secteur agricole du Maine, notamment pour les producteurs de bleuets, de pommes de terre, de pommes et d'algues », a écrit Mme Collins. Plus précisément, ce sont des panneaux de contreplaqué, certains produits en papier, de la machinerie, de l'équipement de réfrigération ainsi que d'autres produits d'emballage qui sont exonérés des droits de douane de 50 % imposés par l'administration Trump en vertu de la loi tarifaire de 1930.

Signe que ces surtaxes étaient nuisibles au sud de la frontière, la documentation de la Mai-

son-Blanche explique les changements par une volonté de diminuer les « contraintes » qui pèsent sur le commerce et de mieux servir « l'intérêt général ». Les changements entreront en vigueur le 30 octobre prochain.

« Bon nombre de nos agriculteurs et producteurs dépendent d'équipements spécialisés, de matériaux d'emballage et d'autres produits provenant du Canada qui ne sont pas disponibles auprès de fournisseurs américains ou qui ne peuvent être remplacés sans engager des dépenses importantes », affirme Mme Collins dans sa déclaration.

Washington impose des surtaxes de 50 % sur un éventail de produits canadiens depuis août dernier dans la foulée de l'échec des négociations commerciales avec le gouvernement Carney. Ce n'est pas la première fois que le gouvernement américain jette du lest en matière de droits de douane.

En septembre dernier, la Maison-Blanche avait fait disparaître des surtaxes sur le ciment, le papier hygiénique, les essuie-tout, le papier mouchoir, le sucre, le sel et les tableaux de commande, tels que les panneaux de distribution électriques, entre autres.

La sénatrice du Maine avait plaidé en faveur de la clémence de la Maison-Blanche pour le sel de route et le ciment, deux produits essentiels pour son État, avait-elle fait valoir.

Cet ajustement de l'administration Trump s'ac-

compagne néanmoins de droits de douane de 50 % sur environ 100 nouveaux codes douaniers. Il s'agit de produits comme le shampoing, le savon, différentes catégories de tapis et les canots.

Dans l'ensemble, Washington conserve un certain équilibre.

L'an dernier, la valeur combinée des exportations canadiennes désormais exonérées des surtaxes s'élevait à environ 2,6 milliards US, d'après les données du gouvernement américain. En ce qui a trait aux produits désormais visés par les droits de douane, les exportations canadiennes au sud de la frontière totalisaient environ le même montant en 2025.

Susan Collins s'est opposée à plusieurs reprises aux droits de douane imposés par Donald Trump au Canada. Dans le Maine, État qui partage des frontières avec le Québec et le Nouveau-Brunswick, la candidate républicaine sortante serait au coude-à-coude avec son adversaire démocrate Troy Jackson d'après les différents sondages réalisés au sud de la frontière en vue du scrutin du 3 novembre prochain.

Mme Collins est depuis longtemps une figure politique influente dans le Maine, mais les politiques impopulaires du locataire de la Maison-Blanche et ses offensives commerciales à l'endroit du Canada ont mis son siège en péril. Son adversaire démocrate a fait de cette question un enjeu central de cette course électorale.

S.S

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE AU BRÉSIL

LULA RÉÉLU DE JUSTESSE, LE CAUCHEMAR ÉVITÉ POUR LES BRICS

Le Brésil vient de traverser une période de turbulences politiques avec une élection présidentielle qui s'est achevée par un suspense total et une participation massive des citoyens. D'après les chiffres officiels publiés par le Tribunal supérieur électoral brésilien, le président sortant Luiz Inácio Lula da Silva a remporté de justesse le second tour de ce scrutin crucial face à son principal opposant, Flávio Bolsonaro. Le dirigeant du Parti des travailleurs est ainsi parvenu à recueillir environ 51,79 % des suffrages exprimés, devançant son adversaire issu du Parti libéral qui a totalisé 48,21 % des voix.

Par Rihab Taleb

Cette bataille pour le pouvoir a été marquée par des rebondissements tout au long de la campagne. Lors du premier tour organisé le 4 octobre, c'est pourtant Flávio Bolsonaro qui avait créé la surprise en s'emparant de la première place, devançant de peu le président sortant qui se trouvait alors dans l'incertitude quant à un deuxième tour. Aucun des deux candidats n'ayant réussi à atteindre la barre de la moitié des voix exigée par la loi électorale pour l'emporter dès le premier tour, l'organisation d'un second duel décisif est devenue inévitable. En mobilisant ses bases électorales dans les grandes zones urbaines et les régions populaires, Lula a réussi à renverser la tendance pour s'imposer sur le fil et obtenir un nouveau mandat de quatre ans, avec une prise de fonction officielle fixée au 5 janvier 2027.

Cette victoire de Lula est perçue comme un soulagement pour les



pays membres des BRICS. Si le clan Bolsonaro, très ancré dans une vision pro-américaine et un alignement étroit sur les intérêts des États-Unis, avait réussi à s'emparer du pouvoir, cela aurait provoqué de profonds déséquilibres au sein de

cette alliance stratégique. Les BRICS, qui cherchent à bâtir un ordre mondial multipolaire et à s'affranchir de la domination financière occidentale, auraient eu beaucoup de mal avec un Brésil aligné sur la politique étrangère des États-Unis.

Avec la réélection de Lula, le pays confirme son rôle de pilier central du Sud global, attaché à la coopération multilatérale et au renforcement des liens économiques entre les nations émergentes. La campagne menée par le camp de Flávio Bolsonaro a également souligné les nouvelles méthodes de manipulation de l'opinion publique à l'ère numérique. N'ayant pas bénéficié à l'origine d'une assise populaire aussi large et organique que celle de ses rivaux, le candidat du Parti libéral a eu recours à des techniques sophistiquées de communication en ligne. Son équipe a déployé des centaines de milliers de faux profils et de robots informatiques sur les principaux réseaux sociaux pour propager des messages politiques, fabriquer l'illusion d'une popularité débordante et alimenter un climat permanent de contestation contre les institutions démocratiques et les médias traditionnels.

R.T

UA :

LE CPS EXAMINE CE MARDI L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION DANS L'EST DE LA RD CONGO

Le Conseil de paix et de sécurité (CPS) de l'Union africaine (UA) examinera mardi l'évolution de la situation sécuritaire dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), lors d'une réunion consacrée notamment aux efforts de médiation visant à parvenir à un règlement du conflit.

Le commissaire de l'UA aux affaires politiques, à la paix et à la sécurité, Bankole Adeoye, devrait prononcer une allocution introductive, suivie d'un briefing de l'équipe de facilitateurs de l'Union sur ses récentes démarches et ses contacts avec les parties au conflit ainsi qu'avec les partenaires régionaux et internationaux. Le Conseil examinera les moyens de renforcer la coordination entre le processus de médiation africain et les processus de Washington et de Doha, ainsi que les mécanismes permettant de garantir la mise en œuvre des engagements convenus, en vue de mettre fin aux hostilités et de réduire les tensions.

Il devrait également condamner l'intensification des violences et le recours

croissant aux drones dans le conflit, tout en insistant sur la nécessité pour les parties de respecter les accords en vigueur et de renforcer les mécanismes de surveillance du cessez-le-feu et de vérification de son application.

Le CPS devrait, en outre, souligner l'importance de soutenir la feuille de route stratégique de l'équipe de facilitation, de promouvoir la réconciliation au niveau local et d'élargir le dialogue politique et sécuritaire régional. Il devrait également insister sur l'amélioration de l'accès à l'aide humanitaire, la protection des civils et le renforcement de la participation des femmes et des jeunes aux efforts de règlement du conflit.

Lors de cette réunion, le Conseil devrait enfin mettre l'accent sur la nécessité de lutter contre les flux illicites de minerais contribuant au financement des groupes armés, ainsi que de renforcer la coopération économique régionale et la gestion responsable des ressources naturelles.

RI

12^E FORUM DE HAUT NIVEAU DE TANA SUR LA SÉCURITÉ EN AFRIQUE

APPEL À TRADUIRE LES ENGAGEMENTS EN ACTIONS CONCRÈTES FACE AUX DÉFIS SÉCURITAIRES

La nécessité de traduire les engagements politiques en actions concrètes pour consolider durablement la paix et la sécurité en Afrique, a été mise en avant, à l'issue des travaux du 12^e Forum de haut niveau de Tana sur la sécurité en Afrique, organisé du 23 au 25 octobre à Bahir Dar, en Éthiopie.

Présidant le conseil d'administration du Forum de Tana, le président ghanéen, John Dramani Mahama, a plaidé, dans son discours de clôture des travaux, pour le renforcement de l'intégration économique régionale, de la solidarité entre les pays africains, du commerce transfrontalier et de la coordination diplomatique, tout en appelant à s'attaquer aux causes profondes des conflits, notamment la marginalisation sociale.

Dans un message lu, samedi, au nom du président de la Com-

mission de l'Union africaine, Mahmoud Ali Youssouf, la vice-présidente de la Commission de l'UA, Selma Malika Haddadi, a insisté sur la nécessité d'approfondir l'intégration régionale, notamment à travers le renforcement de la coordination entre l'UA, les communautés économiques régionales et les mécanismes régionaux, ainsi que la mise en place de financements stables et prévisibles.

Placée sous le thème "Les voies de la paix en Afrique : souveraineté économique et transformation géopolitique", cette 12^e édition du Forum de Tana a réuni des dirigeants, des responsables politiques, des experts et des représentants d'organisations régionales et internationales autour des moyens de renforcer les réponses africaines aux défis de paix et de sécurité.

RI

TRANSPORT AÉRIEN

LE FRONT POLISARIO ENGAGE EN ESPAGNE UNE PROCÉDURE JUDICIAIRE CONTRE RYANAIR

Le Front Polisario a engagé une procédure judiciaire devant la justice espagnole visant à faire annuler la licence d'exploitation de la compagnie aérienne à bas coûts, Ryanair, sur la base de laquelle elle opère des vols reliant la capitale Madrid et l'île de Lanzarote à la ville de Dakhla, au Sahara occidental occupé, a annoncé lundi le conseiller spécial du président sahraoui, chargé des ressources naturelles et des questions juridiques, Oubi Bouchraya Bachir.

"L'objectif central de cette nouvelle démarche juridique sahraouie est de contraindre le gouvernement espagnol à retirer immédiatement l'autorisation de vol accordée illégalement à la compagnie Ryanair", a-t-il indiqué, lors d'une conférence de presse conjointe avec les avocats du Front Polisario, Mes Jacinto Lara et Eshaba Messaoud, rapporte l'agence d'information sahraouie SPS.

M. Bouchraya a rappelé, dans ce contexte, que le droit international ne reconnaît au Maroc

aucune souveraineté sur le territoire ni sur son espace aérien ou ses ressources naturelles sans le consentement du peuple sahraoui, représenté par le Front Polisario, son seul et unique représentant légitime.

Cette nouvelle action en justice a été annoncée en marge d'un colloque international organisé dans la capitale espagnole pour présenter un rapport détaillé et actualisé intitulé "Le tourisme sous l'occupation : le cas de la ville de Dakhla". Le rapport détaille comment l'occupant marocain exploite le secteur du tourisme comme un instrument malveillant pour consolider son occupation économique du Sahara occidental et tenter de lui donner une illusion de légitimité internationale en y impliquant des partenaires et des parties étrangères.

"Le rapport et l'action en justice qui l'accompagne visent à mettre en garde le consommateur contre le risque de tomber dans le piège de la propagande marocaine qui promet Dakhla oc-

cupée comme ville marocaine", a-t-il affirmé, expliquant comment "ce marketing trompeur contribue directement au soutien de l'occupation militaire du Sahara occidental".

La plainte déposée par le Front Polisario en Espagne se fonde sur la violation explicite du droit international et des décisions de la justice européenne. La Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) avait clairement établi, dans son arrêt de novembre 2018, que l'accord aérien signé entre l'Union européenne (UE) et le Royaume du Maroc ne devait en aucun cas inclure l'espace aérien sahraoui, le Sahara occidental étant un territoire distinct et séparé du Maroc. Cela a également été confirmé à plusieurs reprises par la Commission européenne qui a rappelé que l'accord aérien euro-méditerranéen entre l'UE et le Maroc ne s'applique pas au Sahara occidental.

RI

SÉCURITÉ ROUTIÈRE

LES ÉCRANS TACTILES POINTÉS DU DOIGT DANS UN ACCIDENT SUR TROIS

Changer la température, régler la radio ou désactiver une aide à la conduite nécessite parfois plusieurs manipulations sur un écran tactile. Des gestes devenus banals mais qui peuvent détourner l'attention du conducteur pendant de précieuses secondes. Selon une étude allemande, cette distraction liée aux interfaces embarquées serait aujourd'hui impliquée dans un accident de la route sur trois.

Par Yakout Abina

Longtemps présentés comme un symbole de modernité et de progrès technologique, les grands écrans tactiles qui envahissent les habitacles automobiles pourraient avoir un effet inverse à celui recherché. Selon une étude du cabinet allemand Allianz Zentrum für Technik (AZT), la distraction liée à l'utilisation des interfaces embarquées serait impliquée dans près d'un accident sur trois, un constat préoccupant qui relance le débat sur la place des commandes tactiles dans les véhicules modernes.

Les voitures n'ont jamais été aussi sûres sur le plan technique. Multiplication des airbags, aide au freinage d'urgence, maintien dans la voie, détection des angles morts ou encore régulateurs intelligents ont considérablement amélioré la protection des occupants et contribué à faire reculer la mortalité routière dans de nombreux pays. Cependant, cette évolution positive est aujourd'hui contrebalancée par un phénomène moins visible, celui de la distraction générée par les interfaces numériques omniprésentes à bord des véhicules.

Régler la climatisation, modifier une station de radio, activer certaines



aides à la conduite ou encore accéder à des fonctions du véhicule nécessite souvent plusieurs manipulations à travers différents sous-menus. Ces actions, qui paraissent anodines à l'arrêt, peuvent devenir problématiques lorsque le conducteur est en train de conduire. Pour le Dr Klaus-Peter Röhler, membre du directoire d'Allianz SE, les différences de conception entre les constructeurs jouent un rôle majeur. Selon lui, une même opération peut exiger jusqu'à 25 % d'attention visuelle supplémentaire d'un véhicule à un autre. Un écart qui démontre que la distraction n'est pas seulement liée au comportement du conducteur, mais aussi à la manière dont les systèmes embarqués sont conçus. Autrement dit, un conducteur prudent peut malgré tout être exposé à davantage de risques si l'interface de son véhicule est peu intuitive ou nécessite de quitter trop longtemps la route des yeux.

L'étude souligne que les véhicules

misant presque exclusivement sur les commandes tactiles augmentent sensiblement le temps pendant lequel le conducteur détourne son regard de la chaussée. Pour une même tâche, l'écart peut atteindre trois secondes supplémentaires. Or, plusieurs travaux de recherche ont déjà montré que détourner son attention de la route pendant plus de deux secondes augmente fortement le risque d'accident. À 90 km/h, un véhicule parcourt près de 50 mètres en deux secondes. Trois secondes d'inattention représentent donc une distance considérable durant laquelle un obstacle, un piéton ou un freinage brusque peut survenir. Allianz estime qu'il devient nécessaire de définir quelles fonctions doivent impérativement rester accessibles via des boutons ou des molettes traditionnelles, sans pour autant rejeter la numérisation des véhicules. Une position qui rejoint les préoccupations croissantes des acteurs de la sécurité routière face à la

généralisation des commandes tactiles. Cette situation pousse également les autorités de régulation à réagir. L'organisme européen Euro NCAP, chargé d'évaluer la sécurité des véhicules, souhaite notamment favoriser le retour de commandes physiques pour certaines fonctions essentielles, comme les clignotants, les essuie-glaces ou encore la climatisation. L'objectif est de réduire les distractions et de permettre aux conducteurs de garder leur attention sur la route. À l'heure où les constructeurs rivalisent d'innovations pour proposer des habitacles toujours plus numériques, cette étude rappelle qu'en matière de sécurité routière, la simplicité peut parfois s'avérer plus efficace que la sophistication technologique. Le véritable défi pour l'industrie automobile consiste désormais à trouver le juste équilibre entre innovation, confort d'utilisation et sécurité.

Y.A

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ET TRAVAIL MANUEL LES ROBOTS TROP CHERS ET MALADROITS

Par Salim Nait Ouguelmim

Une étude publiée le 30 septembre dernier par Anthropic s'intéresse à ce que les débats sur l'IA laissent souvent dans l'ombre : le travail physique. Les chercheurs ont examiné quelque 19 000 tâches rattachées à 900 professions, en s'appuyant sur la base ONET du département américain du Travail, qui décompose chaque métier en gestes élémentaires. Leur conclusion se résume en deux chiffres.

Les machines actuelles seraient techniquement capables d'accomplir 74 % des tâches physiques du pays, ce qui représente 34 % de l'ensemble des heures travaillées aux États-Unis. Mais comparées au coût d'un salarié, elles ne tiennent la distance économique que sur 0,3 % du travail. L'écart entre la prouesse technique et la réalité comptable apparaît nettement dans des exemples précis. La plonge en restauration pourrait être entièrement confiée à des robots, pourvu que la cuisine soit aménagée pour les accueillir. Pourtant, le robot plongeur coûterait plus de trois fois le salaire de la personne qu'il remplacerait. Le soudage donne un résultat comparable : la machine revient à environ cinq fois le prix d'un soudeur. Seul l'emballage fait figure d'exception, avec un équipement facturé quelque 45 400 dollars par an, soit moins que le salaire médian d'un employé, établi à 49 000 dollars.

Pour parvenir à ces résultats, les auteurs ont demandé à Claude, le modèle développé par Anthropic, de repérer pour chaque tâche un robot disponible dans le commerce, puis de décrire l'en-

vironnement dont il a besoin pour fonctionner. Il en ressort que, sur les 34 points d'heures travaillées que les machines pourraient assumer, 23 exigent un cadre conçu spécialement pour elles, comparable à celui d'une chaîne de montage. Autrement dit, c'est l'usine qui se plie aux contraintes du robot, et non l'inverse. Cette adaptation inversée n'est pas pour demain.

Reste la question du calendrier. Depuis les années 1990, le prix des robots recule d'environ 3 % par an. Si cette cadence se maintenait, il faudrait à peu près quarante ans pour que 10 % du travail physique américain devienne moins coûteux à automatiser qu'à confier à un salarié. Dans le scénario central de l'étude, la moitié de ce travail ne basculerait pas avant 2085. Ce raisonnement postule que la baisse des prix conserve le rythme des trente dernières années, sans percée technologique ni fabrication à grande échelle qui viendrait l'accélérer. Le périmètre global de l'exposition peut cependant impressionner. D'après les auteurs, 81 % du travail américain est exposé soit aux grands modèles de langage, soit aux robots, dont les fameux 34 % accessibles aux machines. Il faut toutefois comprendre le mot dans son sens restreint : une tâche est exposée lorsqu'elle peut être réalisée quelque part, dans au moins un contexte favorable, et le plus souvent à un coût qui écarte la machine. Dans ce total, du reste, l'influence des modèles de langage dépasse celle des bras mécaniques.

La répartition par métier réserve quelques enseignements. Parmi les dix professions les plus exposées, neuf relèvent de la conduite, les chauffeurs de taxi arrivant en tête. À l'opposé, les infirmiers et les techniciens de maintenance figurent parmi les mieux préservés : même dans un environnement façonné pour elles, les machines ne réalisent qu'une faible proportion de leurs gestes. Les plombiers occupaient une position comparable face aux grands modèles de langage.



Pour les métiers manuels, le débat se déplace donc vers le terrain des prix. Le robot capable de faire le travail existe souvent déjà ; celui qui coûterait moins cher qu'un salaire, lui, se fait attendre. Il faudra compter quarante ans au minimum pour gagner quelques points de pourcentage. En attendant, la vague d'automatisation qui compte vraiment déferle sur les écrans plutôt que dans les ateliers

S.N.O

PRÉSERVATION DU PATRIMOINE FORESTIER

QUAND NOS FORÊTS RENAISSSENT DE LEURS CENDRES

À l'occasion de la Journée nationale de l'arbre, célébrée le 25 octobre, l'Algérie a donné le coup d'envoi de la saison de plantation 2026-2027. Environ 1,2 million d'arbres sont prévus, avec une priorité aux zones impactées par les incendies, notamment Jijel. À Nâama, le Barrage vert poursuit son extension. Selon la Direction générale des forêts et les conservations locales, ces opérations visent à restaurer le couvert végétal et à lutter contre la désertification.

Par Chaïmaa Sadou

La Journée nationale de l'arbre a été marquée par le lancement de vastes opérations de plantation dans plusieurs wilayas. L'initiative vise à protéger les sols et à réparer les dégâts causés par les incendies de l'été dernier. Le directeur général des forêts, Djamel Touahria, a lancé le programme depuis la zone de Soumaâ, dans la commune de Bouraoui-Belhadeh, à Jijel, wilaya particulièrement touchée par les feux.

Une campagne nationale d'envergure

La Direction générale des forêts (DGF) a élaboré un programme portant sur environ 1,2 million d'arbres à l'échelle nationale. Une part importante sera réalisée à Jijel, choisie pour donner le coup d'envoi en raison de l'ampleur des dommages subis par ses espaces boisés. Dans cette wilaya, la campagne prévoit la plantation de 25.000 arbres répartis sur 18 communes. Plusieurs essences ont été retenues, notamment l'olivier, le châtaignier et le caroubier, en raison de leur valeur nutritionnelle et économique pour les populations locales. Le choix de ces espèces ne répond pas seulement à un objectif environnemental : il vise aussi à offrir aux habitants des ressources utiles, tout en contribuant à la restauration des terres et à la protection de la biodiversité. La campagne a mobilisé les citoyens, les associations et différents corps constitués dont l'Armée nationale populaire, la Protection civile et services des forêts.

Jijel au cœur de l'opération

Le lancement de la campagne à Jijel revêt une dimension symbolique. La wilaya a connu, durant l'été dernier, des incendies qui ont causé d'importants dégâts aux zones forestières. La reprise des plantations traduit la volonté des autorités de réparer les espaces dégradés et de relancer la dynamique écologique.

Le directeur général des forêts a souligné que la restauration du couvert végétal ne se limite pas à la mise en terre des plants. Elle exige un suivi régulier, un entretien adapté et une protection contre le surpâturage, les activités humaines et les risques d'incendie. Planter un arbre constitue une première étape, mais assurer sa croissance et sa survie reste le véritable défi, surtout dans les régions exposées à la séche-



resse et aux feux de forêt.

L'Est du pays largement mobilisé

Les wilayas de l'Est ont également pris part à cette journée à travers la plantation de milliers d'arbustes, notamment dans des zones forestières affectées par les incendies. Les opérations ont réuni les autorités locales, les services des forêts, l'Armée nationale populaire, la Protection civile, les douanes, les associations écologiques et les Scouts musulmans algériens.

À Constantine, 4 000 plants de pin d'Alep et de pin parasol ont été plantés dans la forêt de Mestaoua, à Djebel El Ouahch. À Khenchela, 2 000 arbustes ont été mis en terre dans la forêt de Béni Oudjana. À Souk Ahras, près de 3 000 arbustes de pin d'Alep, de caroubier et d'eucalyptus ont été plantés sur quatre hectares, à proximité du barrage Oued Djedra. La wilaya prévoit 80 000 arbustes sur sept sites forestiers d'ici au 21 mars.

À Batna, 1 000 oliviers ont été plantés à Tikhoubai, dans la commune d'Oued Chaaba, avec un objectif de plus de 3 000 arbustes d'olivier, d'argan et de cèdre de l'Atlas. À Biskra, 3 350 arbustes ont été plantés près de l'aéroport Mohamed Khider. À El Tarf, la campagne vise 2 800 arbustes sur 15 sites forestiers répartis dans 14 communes. À Ouled Djellal, sept sites sur six communes sont concernés. À Skikda, une exposition des produits forestiers a accompagné le lancement d'un programme de plantation de plus de 9 000 arbustes dans 30 communes. Des attestations de location de clairières pour l'installation de ruches ont aussi été distribuées.

Alger mise sur la participation citoyenne

À Alger, la Direction des forêts et de la ceinture verte a supervisé une opération de reboisement au parc zoologique et des loisirs de Ben Aknoun. L'opération prévoit la

plantation de 1 954 arbustes de différentes espèces, dans le parc et sur d'autres sites de la wilaya.

Cette initiative a réuni des représentants de la Direction générale des forêts, des associations environnementales et les Scouts musulmans algériens. L'objectif est d'élargir la participation de la société civile et de faire du reboisement une pratique partagée. La directrice des forêts et de la ceinture verte de la wilaya d'Alger, Sabrina Hakkar, a insisté sur l'importance d'associer les associations à ce type d'actions. Nassim Chetih, président de l'association Ben Aknoun Elkhadra, et Sofiane Affane, président de l'Organisation algérienne de l'environnement et de citoyenneté, ont appelé à une participation accrue, rappelant que le reboisement contribue à protéger les forêts, à restaurer les espaces endommagés et à assurer la pérennité du patrimoine naturel.

Nâama renforce le Barrage vert

Dans la wilaya de Nâama, plusieurs opérations relevant de la troisième tranche du programme de valorisation et d'extension du Barrage vert ont été réalisées, pour une enveloppe estimée à près de 770 millions de dinars. Ces travaux concernent notamment les communes de Nâama, Mécheria et Mekmen-Benamar. Lors du lancement de la campagne de plantation 2026-2027, 1 600 plants ont été mis en terre dans la zone de Koudia-Touadj et dans d'autres sites. Le programme comprend la régénération du couvert végétal et la revitalisation des parcours pastoraux. Il prévoit une réserve aménagée et renforcée par des plantations fourragères sur 1 000 hectares, dont 840 hectares déjà réalisés. Des ceintures vertes mixtes doivent couvrir 180 hectares, dont 60 achevés.

Les opérations prévoient aussi l'entretien de plantations sur 50 hectares, l'achèvement de reboisements forestiers sur 20 hectares et la plantation d'arbres fruitiers sur 125 hectares, avec un taux d'avan-

cement supérieur à 80 %. Des brise-vent seront réalisés sur 65 hectares, dont 55 terminés.

Des projets adaptés au milieu steppique

La troisième tranche comprend également huit unités de puits équipées de matériel et d'abreuvoirs, dont l'avancement avoisine 80 %, ainsi qu'une piste forestière de 15 kilomètres en voie d'achèvement. D'autres projets sont en préparation : une plantation linéaire sur 10 kilomètres, une plantation d'oliviers sur 200 hectares dans les zones de Koudiat-Abdelhak, El-Djell, Aïn Ouarka, Betouil et Draâ Es-Saâ, et la fixation des dunes de sable sur 100 hectares, au stade de l'approbation du marché.

Ces actions sont particulièrement importantes dans une région steppique exposée à la sécheresse, à l'érosion et à l'avancée du sable. Elles visent à améliorer les parcours pastoraux, soutenir l'élevage, protéger les sols et freiner la désertification. Lancé à Nâama en 2023, le programme a déjà permis, dans ses premières tranches, le reboisement de 20 hectares à Asla, la création d'une réserve renforcée sur 500 hectares, avec un taux de réussite de 80 %, et des ceintures vertes mixtes sur 30 hectares. Il a aussi permis la distribution de 57 kits d'énergie solaire et la réalisation de deux puits pastoraux. La campagne associe collectivités locales, écoles, associations, scouts, agriculteurs, artisans et citoyens. Les opérations menées à Alger, Jijel, dans l'Est et à Nâama répondent à des objectifs complémentaires : restaurer les forêts, protéger les terres, améliorer les conditions de vie rurales et lutter contre le changement climatique. À travers ces actions, l'Algérie renforce son patrimoine forestier et relie protection de l'environnement et développement local. Le défi reste d'inscrire le reboisement dans la durée, par l'entretien des plants, le choix d'espèces adaptées et la prévention des incendies.

C.S

PRIX NATIONAL DU MEILLEUR PRÊCHE

LE MINISTÈRE DES AFFAIRES RELIGIEUSES ET DES WAKFS DÉVOILE LES AXES DE CETTE 2^e ÉDITION

Dans le cadre de la deuxième édition du Prix national du meilleur prêche, organisé par le ministère des Affaires religieuses et des Wakfs à l'intention des imams et des fonctionnaires chargés du prêche, et à l'occasion de la commémoration du 72e anniversaire du déclenchement de la glorieuse guerre de libération nationale, le ministère a annoncé avant-hier les axes de cette édition.

Par Ikram Haou

Les participants à ce concours doivent prononcer des prêches sur plusieurs thèmes. Parmi les sujets abordés par le ministère des Affaires religieuses et des Wakfs figurent notamment les enseignements et les leçons tirés de la glorieuse Révolution de libération. Dans ce cadre, l'accent est mis sur les valeurs de foi, de patience, de sacrifice et d'unité nationale qui ont forgé l'épopée de la li-



bération, ainsi que sur le devoir de fidélité envers les chouchada et de préservation de l'héritage de l'indépendance. De plus, le ministère insiste sur la mise en valeur du rôle des moudjahidine et de leurs sacrifices pour la libération de la patrie,

ainsi que sur le message des chouchada et les valeurs de sincérité et de dévouement qu'il véhicule, sans oublier de rappeler le devoir de la société de préserver la mémoire nationale, de veiller sur les moudjahidine et de reconnaître leurs efforts.

D'autres thèmes doivent être abordés dans les prêches des participants, parmi lesquels le rôle de l'individu, de la famille et de la société dans la préservation de l'unité et de la cohésion sociale, la prévention des fléaux sociaux, notamment les drogues et les psychotropes, et la lutte contre les rumeurs, les discours de division, l'extrémisme et le radicalisme. Il en va de même du sujet de l'ancrage des valeurs de la citoyenneté et de l'encouragement de la science et du travail, afin de préserver les acquis du pays et de renforcer sa stabilité et son développement, a souligné le ministère dans son communiqué. Le ministère rappelle que le dépôt des candidatures est ouvert au niveau des directions de wilaya et se poursuit jusqu'au 5 novembre prochain. Les candidatures doivent être rédigées et fournies sous forme d'un enregistrement vidéo sur support électronique, réalisé lors de la prononciation à la mosquée. Le ministère insiste sur l'obligation de réaliser les candidatures avec une bonne qualité du son et de l'image.

I.H

ERADICATION DU LOGEMENT PRÉCAIRE À SIKKDA

RELOGEMENTS DE 100 FAMILLES À AZZABA

Cent familles qui résidaient dans des habitations précaires dans la commune d'Azzaba (Skikda) ont été relogées hier undi dans des appartements neufs à la cité Bir Frina dans la même collectivité locale, a-t-on appris auprès des services de la wilaya. Selon la même source, l'opération de relogement qui

a concerné 80 familles de la cité Diar Zitoun et 20 autres familles de la cité Zaouïa de la même commune a été supervisée par les services de la daïra d'Azzaba dans le cadre des efforts de l'Etat d'éradication du logement précaire et d'amélioration des conditions de vie des citoyens. Les mêmes services ont indiqué

que tous les moyens humains et matériels ont été mobilisés pour aider les familles à déménager vers leurs nouveaux logements, affirmant qu'aussitôt l'opération de relogement terminée, les habitations précaires libérées ont été démolies.

R.S

JUSTICE

M. BOUDJEMAA INAUGURE LE NOUVEAU SIÈGE DE LA COUR DE KHENCHELA

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Lotfi Boudjemaa, a présidé lundi la cérémonie d'inauguration du nouveau siège de la Cour de Khenchela.

Accompagné du wali, Salim Harizi, le ministre, en visite de travail et d'inspection dans cette wilaya, a visité les locaux de ce nouveau siège s'étendant sur une superficie globale de plus de 16.000 m².

Selon les explications techniques fournies au ministre, cette nouvelle structure bâtie sur 5 étages, fruit d'un investissement public de plus de 3.11 milliards de dinars, comprend des salles d'audience, des salles de conférences, un salon d'honneur, une salle des archives, des bureaux administratifs, un guichet unique, une bibliothèque et un pavillon destinés aux avocats.

M. Boudjemaa a souligné à cette occasion l'importance de cette nouvelle structure qui constitue, a-t-il dit, un "plus" pour les services judiciaires qui se rapprochent ainsi davantage des citoyens.

Il a également rappelé "la nécessité d'une prise en charge optimale des citoyens au niveau des différents services en matière d'accueil et d'orientation".

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, poursuit sa visite dans la wilaya de Khenchela où il s'informerait des activités judiciaires au sein de la Cour et dans les tribunaux qui lui sont rattachés, avant de rencontrer les juges, les fonctionnaires, les auxiliaires de justice et les travailleurs du secteur.

R.C

SANTÉ PUBLIQUE

CAMPAGNE DE DÉPISTAGE DE L'OSTÉOPOROSE À AÏN EL-TURCK

Le service de rhumatologie de l'Etablissement Hospitalier (EH) "MedjeburTami" d'Aïn El-Turck, à Oran, organise, à partir de dimanche et sur une période de trois jours, une campagne de sensibilisation et de dépistage de l'ostéoporose, visant à renforcer le dépistage précoce et limiter les fractures osseuses causées par la maladie, et d'améliorer la qualité de vie des malades.

A cet égard, le Dr MohcineMedjadi, chef du service susmentionné, a rappelé que cette campagne de sensibilisation et de dépistage de l'ostéoporose "est organisée annuellement à l'occasion de la Journée mondiale de l'ostéoporose, célébrée le 20 octobre de chaque année, et vise à sensibiliser la population à l'importance d'un dépistage précoce de cette maladie, afin de maximiser les chances de guérison".

Il a souligné que l'ostéoporose est connue comme "la maladie silencieuse", car elle évolue rapidement et sans symptômes apparents jusqu'à la survenue d'une fracture soudaine. C'est pourquoi de telles campagnes sont d'une grande importance pour informer les citoyens sur cette maladie, ses symptômes, ses facteurs de risque et les moyens de prise en charge, a mis en exergue le même spécialiste. Concernant les

facteurs de risque, Dr Medjadi a mentionné le manque de mobilité, l'absence d'exercices physiques ou d'activités régulières, l'insuffisance des apports en calcium et en vitamine D dans l'alimentation quotidienne, le tabagisme et la consommation d'alcool qui contribuent à affaiblir les os et à réduire leur densité, ainsi que l'utilisation prolongée de médicaments tels que les corticoïdes. Cette campagne de sensibilisation et de dépistage cible la catégorie des femmes de plus de 50 ans, car elles sont les plus vulnérables à cette maladie. Des examens et des diagnostics seront effectués pour elles au sein du service, notamment, de mesures de la densité minérale osseuse, afin d'évaluer l'ostéoporose au niveau de la colonne vertébrale, de la hanche et du poignet.

Il convient de noter que lors de la campagne de sensibilisation et de dépistage menée par le même service à la même période de l'année dernière, 401 examens avaient été réalisés durant 3 jours, 115 cas d'ostéoporose ont été détectés, ainsi que 16 fractures confirmées au niveau de la colonne vertébrale, ce qui confirme la dangerosité de cette maladie silencieuse et ses lourdes conséquences, a-t-on souligné.

R.C

ARTISANAT

EVALUATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL DES ARTISANS

Sorties de terrain pour accompagner les artisans et améliorer la qualité des activités artisanales La Direction du tourisme et de l'artisanat de la wilaya d'Oran a entamé la mise en œuvre d'un programme de sorties de terrain au profit des artisans, afin de s'enquérir des conditions d'exercice des activités artisanales, d'accompagner les professionnels et de développer ce secteur, a indiqué lundi cette direction.

Ce programme couvre les différentes activités artisanales à travers le territoire de la wilaya, dans le cadre du suivi continu du secteur et du renforcement des mécanismes d'encadrement et d'accompagnement. Ces sorties permettent d'établir un contact direct avec les artisans, d'être à l'écoute de leurs préoccupations et de leurs attentes, ainsi que de leur fournir les orientations administratives et techniques nécessaires et de les informer des dispositifs de soutien disponibles, selon la même source.

Cette initiative vise également à promouvoir la qualité des produits et des services artisanaux, à travers le suivi du respect des normes de qualité et d'authenticité, ainsi que des conditions d'hygiène et de sécurité, contribuant ainsi à préserver l'identité artisanale locale et à renforcer l'attractivité des produits traditionnels.

Cette opération s'inscrit dans le cadre des efforts de la direction visant à soutenir et à accompagner les artisans et les artisanes dans le développement de leurs activités, compte tenu de leur rôle dans la dynamisation de l'activité économique et touristique de la wilaya, a-t-on souligné.

R.C

FOOT/COUPE DE LA CONFÉDÉRATION DE LA CAF/ TIRAGE AU SORT

L'USM ALGER DANS LE CHAPEAU 1

L'USM Alger figure dans le chapeau 1 de la Coupe de la Confédération de la CAF 2026/2027, en prévision du tirage au sort qui se tiendra mercredi au siège de la Fédération égyptienne de football (EFA), au Caire (Egypte).

Détenteur du trophée de l'édition 2026, l'USMA a bénéficié du forfait général de la formation équato-guinéenne des Panthers FC. Initialement prévue en aller-retour, la double confrontation qui devait se clôturer ce week-end a été annulée par l'instance africaine après la décision du club adverse de se retirer de la compétition pour des contraintes financières majeures. Grâce à son statut, l'USM Alger intègre directement le chapeau 1 pour le tirage au sort des poules. Le club algérois y figurera aux côtés de grosses écuries continentales

comme Al Ahly d'Egypte, affirmant son ambition de conserver sa couronne africaine. La quatrième et dernière place de ce Chapeau 1 sera attribuée au vainqueur de la confrontation en retard qui opposera le CR Belouizdad aux Mauritaniens de l'AS Douanes. Le coup d'envoi de la phase de groupes est programmé pour la fin du mois de novembre.

Voici la composition complète des quatre chapeaux :

Chapeau 1 : USM Alger (Algérie), Al Ahly (Egypte), AS FAR (Maroc), CR Belouizdad (Algérie) ou AS Douanes (Mauritanie).

Chapeau 2 : AS Maniema Union (RDC), Raja Casablanca (Maroc), CS Sfaxien (Tunisie), Azam FC (Tanzanie).

Chapeau 3 : Al Ahli Tripoli (Libye), Singida Black Stars (Tanzanie), Primeiro de Agosto (Angola), Black Bulls (Mozambique).

Chapeau 4 : ASKO de Kara (Togo), Durban City FC (Afrique du Sud), Real Bamako (Mali), Red Arrows (Zambie).



SPORTS MÉCANIQUES
L'ALGÉRIE ORGANISERA DEUX RALLYES (AUTO-MOTO)
ENTRE LE 29 OCTOBRE ET LE 1^{er} NOVEMBRE

Deux rallyes internationaux, l'un en auto 4x4 et l'autre en moto, seront organisés par l'Algérie entre le 29 octobre courant et le 1er novembre prochain, entre Alger, Ghardaïa et El Menia, a-t-on appris dimanche auprès des organisateurs. Le rallye moto sera organisé par la Fédération algérienne des sports mécaniques (FASM), en étroite collaboration avec les bikers du groupe Harley Davidson d'Alger. La course se déroulera en aller et retour, entre l'Opéra Boualem Bessaïh d'Ouled Fayet (Alger) et la wilaya de Ghardaïa (Sud), sur une distance globale d'environ 1 500 kilomètres.

" La première étape du rallye moto se déroulera le 29 octobre et consistera en une course "aller" vers Ghardaïa. La caravane passera entre autres par les villes d'Aïn Oussera, Djelfa et Laghouat, et, une fois arrivés, les participants

séjourneront sur place pendant deux jours. Ils profiteront de leur présence dans le M'Zab pour découvrir la région, ses paysages et ses vestiges. Le "retour" à Alger, quant à lui, est programmé pour le 1er novembre et coïncidera avec les festivités de commémoration du 72e anniversaire du déclenchement de la Guerre de libération nationale", a détaillé, lors d'une conférence de presse, le président de la FASM, Amine Laïbi.

Au total, 110 bikers devraient participer au rallye moto, parmi des concurrents algériens, libyens, tunisiens, espagnols, français, italiens, tchèques, jordaniens et américains. Organisé sous le slogan " Challenge des Sables", le rallye auto se déroulera, quant à lui, sur un circuit fermé de 100 à 200 kilomètres, dans la région d'El Menia. Les pilotes engagés seront appelés à effectuer cinq tours, près du lac de sel. La compétition

devrait enregistrer la participation d'une soixantaine d'équipages, répartis équitablement entre locaux et étrangers, à raison d'une trentaine pour chaque catégorie. " Les pilotes algériens engagés dans le rallye auto ne seront pas à uniquement pour faire de la figuration, car leur niveau est suffisamment bon pour prétendre concurrencer les meilleurs", a affirmé M. Laïbi, assurant au passage que " toutes les dispositions nécessaires ont été prises pour garantir le bon déroulement de cette compétition" et obtenir de bons résultats. Outre l'aspect sportif, les organisateurs de ces rallyes auto-moto veulent donner à l'événement un cachet touristique, en faisant découvrir aux participants la beauté du sud algérien, tout en favorisant l'échange d'expérience entre les pilotes des différents pays engagés.

RS

FOOT / LIGUE 2
AMATEUR –
TRANSFERT
CHÉRIF HADJAR NOUVEL
ENTRAÎNEUR EN CHEF DE
L'USM EL HARRACH

L'USM El Harrach, club de la banlieue algéroise et sociétaire du Groupe Centre-Ouest de la Ligue 2 amateur de football, a annoncé lundi la nomination du coach Chérif Hadjar en tant que nouvel entraîneur en chef de son équipe seniors, en remplacement de Rachid Terrai. "Chérif Hadjar sera assisté dans sa tâche par le préparateur physique Mustapha Ould Hamou", a détaillé la direction harrachie dans un bref communiqué, diffusé sur ses réseaux sociaux. Les Jaune et Noir occupent la 5e place au classement général de leur groupe, avec six longueurs de retard sur les actuels co-leaders, l'USM Blida et le GC Mascara, alors que leur objectif à l'intersaison était de prendre rapidement les devants, pour prétendre à l'accession. Des résultats mitigés qui ont fini par coûter son poste au coach Rachid Terrai, arrivé à l'intersaison, pour remplacer Liamine Bougherrara. Un changement radical donc au niveau de la barre technique harrachie, avec l'espoir de provoquer le déclin tant attendu, et permettre enfin à l'équipe de prendre son envol.

RS

SPORT ET TRAVAIL
PLUS DE 140
PARTICIPANTS AU "
TRAIL TIMIMOUN
2026"

Pas moins de 147 concurrents, des deux sexes, prennent part à la 8e édition du "Trail Timimoun 2026", organisée à l'initiative de la Fédération algérienne sport et travail, en coordination avec la direction locale de la jeunesse et des sports (DJS), a-t-on appris lundi des organisateurs.

Au programme de cette manifestation sportive, qui s'étale sur cinq jours et dont le coup d'envoi a été donné par le wali de Timimoun, Souna Benamar, figure une course de 90 km répartie en cinq étapes, traversant plusieurs localités, a précisé le DJS, Moncef LacheGAR. Il comprend également des tournois de sport de boules et de futsal, au complexe sportif Abdelhamid-Kermali, ainsi qu'une randonnée pédestre permettant aux participants de découvrir les potentialités touristiques et naturelles de la région de Gourara, a ajouté le même responsable.

Organisé en hommage à la défunte Naima Benazzouz (ancienne cadre de la DJS), ce rendez-vous sportif s'inscrit dans le cadre des efforts visant à promouvoir la pratique sportive en milieu professionnel et à renforcer le rôle du sport en tant que facteur de développement de la communication, tout en contribuant à la promotion du tourisme intérieur, a-t-on indiqué.

RS

FOOT / MONDIAL-FESTIVAL DE
LA FIFA U15 (5^e ET DERNIÈRE
JOURNÉE)
L'ALGÉRIE ET OMAN SE
NEUTRALISENT (3-3)

La sélection algérienne de football des moins de 15 ans (U15), a fait match nul face à son homologue omanaise (3-3), lundi à Bakou (Azerbaïdjan), pour le compte de la 5e et dernière journée de la phase de groupes de la Coupe du monde-Festival de la FIFA 2026. Les trois buts de l'équipe nationale ont été marqués par Zoubidi, Meharzi et Bouchelaghem. Les Algériens terminant leaders de leur groupe avec 13 points, réalisant un bilan de quatre victoires et un nul. Avant le nul face à Oman, les joueurs du sélectionneur Karim Ziani restaient sur quatre victoires de rang, acquises face à l'Argentine (1-0), le Suriname (5-0), Taïpei chinois (5-0) et le Malawi (4-0). La première édition de la Coupe du monde U15 se dispute avec un format de 8 joueurs contre 8. Les matchs sont plus courts, composés de deux mi-temps de 20 minutes chacune.

Ce rendez-vous rassemble près de 190 pays répartis en 32 groupes au départ, avec pour objectif de faire jouer un maximum de matchs internationaux aux jeunes (au moins 9 rencontres par équipe au total). Lors de la phase de qualification (premier tour), les équipes s'affrontent au sein de leur poule sous forme de mini-championnat. Aucune équipe n'est éliminée à la fin de cette phase. Durant la phase de tournoi (second tour), les nations sont réparties, en fonction des résultats obtenus lors du premier tour, dans 6 niveaux de performance différents (de la catégorie A à F). Un vainqueur est désigné pour chaque catégorie, mais seule l'équipe qui remporte le niveau A est officiellement sacrée championne du monde U15.

RS

ATHLÉTISME
TOUAHRIA ET BENSÂÂD
(3000 MÈTRES-STEEPLE) EN
STAGE DE PRÉPARATION À
SÉTIF

Les coureurs algériens Zakaria Touahria et Abdelali Bensaâd, spécialisés dans le 3000 mètres-steeple, effectuent un stage bloqué à l'Ecole Nationale des Sports Olympiques de Sétif, où ils séjourneront jusqu'au 13 novembre prochain, pour préparer les importantes échéances internationales à venir. Touahria est champion arabe du 3000 mètres-steeple et finaliste aux derniers champions du monde d'athlétisme aux Etats Unis, alors que Bensaâd possède une assez bonne expérience dans le domaine, pour avoir déjà participé à trois éditions des championnats arabes. Il a représenté également l'Algérie dans les championnats du monde scolaires de 2023, disputés en France. L'entraîneur Abdelbasset Tama encadre le stage, assisté dans sa tâche par le soigneur Abdelkader Guenniche.

Parmi les importants événements que préparent les jeunes internationaux algériens, les prochains championnats d'Afrique de cross-country, prévus le 20 mars 2027 en Eswatini, ainsi que les championnats d'Afrique d'athlétisme U20, prévus au mois de juin de la même année en Algérie, sans oublier les Jeux Arabes, prévus en Arabie Saoudite. Les responsables de l'Ecole Nationale des Sports Olympique de Sétif se sont engagés à mettre tous les moyens nécessaires à la disposition des athlètes, pour qu'ils puissent travailler dans de bonnes conditions.

RS

SOLIDARITÉ

UNE MANIFESTATION SPORTIVE AU PROFIT D'ENFANTS AUX BESOINS SPÉCIFIQUES

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Soraya Mouloudji, accompagnée du ministre des Sports, Walid Sadi, a présidé hier lundi à Tipaza le lancement d'une manifestation sportive pilote réservée aux enfants aux besoins spécifiques, filles et garçons.

Par Yousra Dali

C'est au Centre « Les Frères Soukane », consacré au regroupement et à la préparation de l'élite sportive à Fouka, que les deux ministres ont donné le coup d'envoi de cette manifestation pilote, en présence du wali de Tipasa, Mohamed Amine Benchaoulia. Quelque 250 enfants issus des wilayas d'Alger, de Tipasa, de Blida et de Boumerdès y prennent part.

Selon les organisateurs, le programme de cette manifestation, qui s'inscrit dans le cadre d'un programme national conjoint entre les deux secteurs, prévoit des activités et des compétitions dans de nombreuses disciplines sportives telles que l'athlétisme (notamment le 100 mètres), le lancer en cloche, le basket-ball, le judo, la natation, le football, le handball, le volley-ball et le tennis de table.

Cette initiative, organisée dans le cadre de l'accord de coopération conclu entre les secteurs de la Soli-



darité nationale et des Sports, vise à promouvoir la pratique sportive chez les enfants aux besoins spécifiques et à leur donner accès à des activités physiques, en particulier pour ceux pris en charge dans des établissements d'enseignement spécialisés, selon la même source.

Cet événement illustre l'orientation commune des deux secteurs ministériels qui visent à faire du sport un véritable espace d'éducation, d'autonomisation et d'intégration, et

à développer des mécanismes de coopération permettant de répondre aux besoins de cette catégorie d'enfants. Les manifestations se sont achevées par la remise de médailles et de prix aux lauréats, en reconnaissance de leurs résultats et de leurs efforts, dans une ambiance de joie reflétant l'impact positif de cette expérience sportive sur les enfants et leurs entraîneurs.

A titre d'information, les institutions spécialisées placées sous la tu-

telle du ministère de la Solidarité ont organisé, dans le cadre du programme national intersectoriel pour l'année scolaire 2026/2027, des matchs de démonstration et des compétitions sportives dans différentes wilayas du pays, au profit des enfants aux besoins spécifiques scolarisés, ainsi que des journées portes ouvertes dans les complexes et installations sportives relevant du secteur des sports.

Y.D

PATRIMOINE ARCHITECTURAL

TROIS ANCIENNES VILLES ALGÉRIENNES DISTINGUÉES PAR L'ALECSO

Par Tinhinane Bendahmane

Nedroma, Bejaïa et Mila rejoignent le Registre du patrimoine architectural et urbain de l'Observatoire du patrimoine architectural et urbain dans les pays arabes, rattaché à l'Organisation arabe pour l'éducation, la culture et les sciences.

Cette décision a été annoncée dimanche, par le ministère de la Culture et des Arts, dans un communiqué. La mesure a été prise à l'issue de la 11^e réunion de l'Observatoire, organisée du

25 au 27 octobre au siège de la Ligue des États arabes, en République arabe d'Égypte, indique le ministère.

Selon celui-ci, cette inscription « témoigne du dynamisme de la diplomatie culturelle algérienne dans la région arabe » et constitue une reconnaissance, par l'ALECSO, de l'ancienneté du patrimoine culturel algérien.

Elle devrait favoriser la protection des sites concernés et consolider les mesures de sauvegarde, notamment par la réalisation de programmes et de projets de restauration. Leur rayonnement pourrait également s'étendre aux

échelles arabe et internationale, contribuant ainsi à l'essor du tourisme culturel en Algérie, ajoute le communiqué.

Le ministère voit dans cette avancée « l'aboutissement des efforts constants qu'il mène pour mettre en œuvre la stratégie nationale de préservation et de sauvegarde du patrimoine culturel matériel et immatériel, ainsi que de sa mise en valeur ». Cette démarche doit soutenir le développement des différentes composantes du secteur culturel et contribuer au développement durable.

T.D

SALON NATIONAL DES ARTS PLASTIQUES "ABDELHALIM HEMCHE" À TLEMCEM

30 ARTISTES DE 16 WILAYAS Y PRENNENT PART

La 18^e édition du Salon national des arts plastiques "Abdelhalim Hemche" a été inaugurée, dimanche soir à la Maison de la culture "Abdelkader Alloula" de Tlemcen, avec la participation de plus de 30 artistes plasticiens issus de 16 wilayas.

L'ouverture de cette manifestation, organisée par la Maison de la culture sous le slogan "De l'idée à l'empreinte", a été marquée par la tenue d'une exposition comprenant 97 tableaux, ainsi que des sculptures et des œuvres en volume portant sur des thématiques variées, réalisées par les artistes participants.

Ce rendez-vous artistique réunit des artistes des wilayas de Tlemcen, Oran, Mascara, Batna, Béjaïa, Alger, Boumerdès, Bordj Bou Arréridj, El Bayadh, Mostaganem, Laghouat, Setif, In Salah, Ouargla, Tiaret et Sidi Bel-Abbes.

Le programme du salon, qui se poursuivra jusqu'au 28 octobre courant, prévoit un atelier dans le cadre d'un concours artistique ainsi que deux tables rondes. La première portera sur la création du projet artistique, en coordination avec le

département des arts de l'Université de Tlemcen, tandis que la seconde abordera "la nécessité d'une vision artistique dans le projet artistique", a indiqué à l'APS Mohamed Toutai, chargé de l'information à la Maison de la culture.

Des sorties sur le terrain et des visites de plusieurs sites touristiques et archéologiques de la ville de Tlemcen sont également au programme.

L'exposition a enregistré une affluence notable d'amateurs d'arts plastiques, venus découvrir les œuvres présentées, leurs thématiques, ainsi que les techniques utilisées pour leur réalisation.

Selon la même source, cette manifestation vise à renouveler les approches de la pratique des arts plastiques et à ouvrir de nouvelles perspectives aux jeunes artistes. Elle ambitionne également de favoriser l'échange d'expériences, de visions et de démarches artistiques, de mettre en valeur la diversité des sensibilités plastiques et de renforcer les échanges entre les participants.

R.C

HÉBERGEMENT D'ARTISTES

UNE NOUVELLE RÉSIDENCE DE 60 LITS POUR RENFORCER LES STRUCTURES DE FORMATION ARTISTIQUE ET MUSICALE

Le secteur de la culture dans la wilaya de Sidi Bel-Abbes s'est renforcé par une nouvelle structure d'hébergement baptisée du nom du défunt moudjahid Bakhti Slimane, d'une capacité d'accueil de 60 lits, destinée aux étudiants de l'annexe des Beaux-Arts et de l'Institut de musique, dans le cadre de l'amélioration des conditions de formation et de prise en charge des étudiants, a-t-on appris, lundi, auprès de la direction du secteur.

La même source a précisé que cette infrastructure comprend une structure d'hébergement d'une capacité de 60 lits, ainsi qu'un restaurant, une cafétéria et un pavillon administratif, dotée de tous les équipements nécessaires pour garantir des conditions d'hébergement adéquates et fournir les services essentiels aux étudiants.

Dans ce contexte, le directeur de la Culture et des Arts de la wilaya de Sidi Bel-Abbes, Abdelhak Ameer Berrahou, a

souligné que cette structure représente un nouvel acquis pour le secteur culturel dans la wilaya, au vu de son rôle dans l'amélioration des conditions d'accueil des étudiants et la mise à disposition d'un espace propice à leur séjour tout au long de leur cursus de formation dans les domaines des beaux-arts et de la musique.

L'intervenant a indiqué que l'inauguration de cette structure a coïncidé avec la commémoration du 65^e anniversaire de la Journée nationale de l'émigration, correspondant au 17 octobre de chaque année, et s'inscrit dans le cadre des efforts visant à soutenir les structures relevant du secteur culturel et à améliorer les services fournis aux étudiants, contribuant ainsi à encourager la formation artistique et musicale et à accompagner les jeunes talents dans leur parcours créatif.

R.C

DE LA CORSE AUX OUTRE-MER
LA FRANCE FACE À LA MONTÉE DU SÉPARATISME

Les événements actuels en France métropolitaine ont des répercussions négatives sur la situation dans la plupart des départements d'outre-mer. Les actions séparatistes y sont de plus en plus fréquentes et leur intensification pourrait entraîner une perte de contrôle sur ces territoires.

Par Serge Savigny
In mondialisation.ca, 21 octobre 2026

Parmi les facteurs d'influence les plus importants figurent les interruptions prolongées dans le versement des fonds du Trésor central aux régions d'outre-mer. Dans un contexte de hausse généralisée des prix et des tarifs, cela suscite un mécontentement local qui fournit aux partisans de la sécession des arguments supplémentaires quant à l'incapacité de l'État à gérer les départements d'outre-mer.

Sur fond de crise socio-économique croissante en métropole, de nombreux habitants des régions d'outre-mer qui s'y étaient installés pour travailler sont contraints de rentrer dans leur région d'origine en raison de licenciements, de retards de salaires, de prestations sociales et d'autres facteurs. Cela contribue également à élargir la base sociale du séparatisme. Ce phénomène concerne tout particulièrement les départements français de la zone Caraïbes-Amérique du Sud (Guyane, Guadeloupe, Martinique, Saint-Martin-Saint-Barthélemy), Mayotte (entre Madagascar et le Mozambique) et la Nouvelle-Calédonie.

L'effervescence dans les rues et sur les places des villes françaises exacerbe également les tensions en Corse, dont les habitants sont réputés pour leur caractère indépendant. Dès la première décade d'août, le groupement clandestin local le plus influent, le Front de libération nationale de la



Corse – Union des combattants (FLNC-UC), a proféré des menaces à l'encontre des personnes venues du continent, rapporte Le Figaro. Dénonçant ce qu'ils qualifient de « colonisation » accélérée de la Corse, ils affirment que chaque année, 5.000 « étrangers » s'installent sur l'île, principalement des habitants de la France continentale, auxquels les militants séparatistes adressent des menaces de représailles: « Restez chez vous, sinon vous ne serez pas en sécurité sur notre territoire national. »

Selon eux, la Cinquième République n'est déjà plus capable de gouverner même la Corse, ce qui oblige à se préparer « aux événements décisifs pour l'indépendance ». Et le FLNC-UC en appelle une fois de plus au fait que même la minuscule principauté de Monaco, tout en étant alliée de la France, demeure de facto un État indépendant, et que « cela est d'autant plus nécessaire pour la Corse ». Cette déclaration a été présentée sous la forme d'une « conférence de presse », lors de laquelle plusieurs membres de l'organisation

sont apparus armés, vêtus de treillis noirs et le visage dissimulé sous des cagoules noires. Les seuls représentants de la presse présents étaient des journalistes du quotidien local Corse Matin, invités par les organisateurs.

En septembre, le Parquet national antiterroriste (PNAT) a ouvert une enquête à l'encontre du FLNC-UC pour association de malfaiteurs en vue de la préparation d'actes terroristes, ainsi que pour détention et trafic illégaux d'armes. Le projet de loi sur une Corse autonome au sein de la République a été adopté à la majorité des voix par l'Assemblée nationale en juin 2026. Le texte devait être examiné au Sénat fin octobre, mais des sources corse indiquent que cet examen aura lieu en novembre, en raison des événements en cours en France même.

Il n'est pas surprenant que le mouvement anticolonial dans les régions françaises éloignées se consolide à mesure que la métropole s'affaiblit sur les plans administratif, politique et économique. « L'ONU doit réinscrire les territoires français d'outre-mer sur

la liste des pays devant être décolonisés », a déclaré Jean-Jacob Bicep, chef du parti Union populaire pour la libération de la Guadeloupe (UPLG).

« Nous exigeons la réinscription de nos territoires sur la liste des pays devant être décolonisés. Nous exigeons que le processus de décolonisation soit lancé, car le processus d'accès à l'indépendance doit être mené à son terme », insiste le responsable politique.

À ce jour, seules la Nouvelle-Calédonie et la Polynésie française figurent sur la liste onusienne des « territoires non autonomes » sous administration de Paris. Or comme l'explique Bicep, quatre colonies françaises, la Guadeloupe, la Martinique, La Réunion et la Guyane, ont été retirées de cette liste en 1961, après être devenues des départements français en 1946. De même, selon les autonomistes, il faut « en finir avec la parodie de référendums que la France a organisés en Nouvelle-Calédonie. Toutes ces manœuvres n'ont qu'un seul objectif: empêcher les Kanaks, le peuple autochtone de l'archipel, d'obtenir leur indépendance ».

Fin janvier 2025, le Front international de décolonisation (FID) a été créé en Nouvelle-Calédonie, fondé par 12 mouvements indépendantistes des territoires français d'outre-mer, parmi lesquels le Front de libération kanak de Nouvelle-Calédonie, l'Union populaire pour la libération de la Guadeloupe, le Mouvement pour la décolonisation et l'émancipation sociale de Guyane française, le Parti pour la libération de la Martinique et le parti polynésien Tavini huiraatira (Servir le peuple). Le parti politique légal Nazione a rejoint cette alliance, lequel collabore périodiquement avec les radicaux du FLNC-UC.

La formation progressive d'un large front de partis et de groupes régionaux, ainsi que l'émergence de leur propre voix contribuent à une fragmentation accrue du paysage politique français, rapprochant la fin du « macronisme », qui a échoué partout où il était possible d'échouer.

SERGE SAVIGNY

BRÉSIL
FLÁVIO BOLSONARO A PAYÉ UNE ENTREPRISE
POUR MANIPULER LES ÉLECTIONS

Par Cuba Debate
In mondialisation.ca, 19 octobre 2026

Le candidat d'extrême-droite à la présidence pour le Parti Libéral (PL), Flávio Bolsonaro a payé 600 000 réaux à Elytron, une entreprise qui a essayé de vendre hors du Brésil un système qui utilise l'intelligence artificielle pour manipuler des élections clandestinement.

Le PL a également déclaré avoir payé quelques 131 900 réaux à cette entreprise, selon une enquête de The Intercept Brasil qui a obtenu des documents qui détaille l'offre faite aux États-Unis. Cette offre comprenait le recueil de volumes de données et l'identification de groupes d'électeurs pour, selon le profil de chacun d'eux, mener à bien des activités comme diffuser des rumeurs et de la désinformation, créer de faux comptes sur les réseaux sociaux et utiliser « des techniques de guerre psychologique » et d'infiltration pour discréditer les opposants.

Les documents relatifs à cette opération ont été fournis pour le rapport par l'homme d'affaires et technologue étasunien Vincent Edward Reed, qui a été consultant chez Ely-

tron entre 2024 et 2025 et a servi d'intermédiaire pour présenter le système à des personnes liées à la campagne de Donald Trump pour la présidence des États-Unis en 2024.

The Intercept Brasil que les républicains ont eu droit à une démonstration. de cette technologie mais qu'il n'y a pas de confirmation d'un contrat. Selon le média, Reed a rompu avec Elytron à cause de préoccupations éthiques parce que le système de la compagnie « attaquait les électeurs et pouvait les attaquer avec des hypertrucages d'intelligence artificielle. Il a informé le FBI et le Comité de Supervision de la Chambre des Représentants des États-Unis de cette opération mais les investigations n'ont pas avancé.

C'est à cause des paiements de la campagne de Flávio Bolsonaro à Elytron que Reed a apporté son témoignage à The Intercept qui signale dans sa publication qu'il n'existe pas de preuve que le système de manipulation politique dénoncé par le consultant ait été utilisé par Bolsonaro ou par le PL lors des élections de 2026.

Selon DivulgaCand, le système de justice électorale auprès duquel les candidats déclarent leurs dépenses, la campagne de Flávio Bolsonaro a payé au total à Elytron 600 000 réaux. L'entreprise a émis 3 factures:

2 de 500 000 réaux chacune, sont du 16 septembre 2026 mais une apparaît comme annulée. La troisième est du 2 octobre et porte sur 100 000 réaux. Le service prêté est décrit comme « conseil en technologie de l'information » et on cite des références génériques à 4 autres activités « assistance en matière de criminalistique informatique », « tests de sécurité » et « surveillance des infrastructures ».

Selon The Intercept Brasil, bien que dans le système de justice électorale, la somme des paiements réels à Elytron atteigne 600 000 réaux, la campagne de Flávio Bolsonaro a déclaré une dépense de 1 000 000 en faveur de cette entreprise dans la réédition de comptes partielle remise au tribunal électoral fin septembre.

Connexions internationales et extrême-droite

Elytron, qui a sa direction commerciale à São Paulo, mobilise un réseau d'acteurs politiques internationaux, de dirigeants du secteur technologique et de personnalités de l'extrême droite brésilienne, comme le lutteur de jiu-jitsu Renzo Gracie. Outre la branche brésilienne, qui compte de grandes entreprises parmi

ses clients, The Intercept Brasil a trouvé des liens démontrant que l'entreprise possède une filiale au Portugal et entretient des relations avec des autorités des Émirats arabes unis. Au Brésil, les dirigeants d'Elytron ont des liens avec l'entourage du chef d'entreprise et influenceur Pablo Marçal dont la candidature à la présidence de la République a été refusée par le Tribunal électoral Suprême (TSE) parce qu'il n'est pas éligible. Marçal fait partie de l'équipe de campagne de Flávio depuis fin septembre. L'accusation de Reed concernant Elytron est une nouvelle inquiétude à propos de la manipulation politique à travers les réseaux sociaux et l'éventuelle ingérence dans les élections brésiliennes, dit The Intercept. Le média rappelle que cette affaire a pris de l'importance depuis l'année dernière à cause de la proximité de la famille Bolsonaro avec Trump et de l'adoption par le Gouvernement des États-unis de mesures contre le Brésil. elle a même provoqué la condamnation de l'ancien député Eduardo Bolsonaro pour le délit de coercition après qu'il ait été accusé d'avoir coordonné des représailles contre le pays et contre des ministres du Tribunal Suprême Fédéral (STF).

C.B



Internet, Facebook et les réseaux sociaux sont désormais ancrés dans notre vie quotidienne. On y trouve de tout. Mais nous, nous nous intéresserons uniquement aux productions de ceux et celles qui font de ces formidables moyens de communication des outils utiles au service du savoir, de la culture et de la réflexion positive qui rassemble autour des valeurs hautement humaines auxquelles les Algériennes et les Algériens ont de tout temps adhéré. Cette page accueille aussi les publications du monde arabe et du continent africain.

Page animée Par Salim Nait Ouguelmim

LE SINGE ET LA LUNE

Dans une forêt, il y avait un singe très enthousiaste mais peu réfléchi, qui se précipitait derrière ses idées sans penser à leurs conséquences.

Par une nuit claire, la lune brilla dans le ciel et éclaira les arbres et les chemins, si bien que son reflet dans l'eau d'un puits profond ressemblait à un disque d'argent reposant au fond.

Le singe passa près du puits, regarda à l'intérieur, et dès qu'il vit la lune reflétée dans l'eau, ses yeux s'écarrillèrent et il cria, affolé :

— « Quelle catastrophe ! La lune est tombée dans le puits ! »

Un autre singe s'approcha et lui demanda avec étonnement :

— « Comment sais-tu qu'elle est tombée ? Regarde le ciel, elle est toujours là ! »

Mais le premier singe ne leva pas la tête pour vérifier, il dit avec assurance :

— « Elle est bien tombée ! Ce que vous voyez dans le ciel n'est que la lumière qui reste de sa trace ! Si nous ne la sauvons pas, la forêt va sombrer dans l'obscurité ! »

Les singes se rassemblèrent autour de lui, et la peur commença à s'insinuer dans leurs cœurs. L'un d'eux dit :

— « Et que devons-nous faire ? Nous ne pouvons pas descendre au fond du puits ! »

Le premier singe leva un peu la tête, vit une branche solide qui s'étendait au-dessus du puits, et



s'écria avec enthousiasme :

— « J'ai trouvé ! Nous allons nous accrocher à cette branche, et former une chaîne avec nos corps jusqu'à atteindre la lune et la sortir de l'eau ! »

Un des singes hésita et dit :

— « Mais le puits est profond, et la branche ne supportera peut-être pas notre poids ! »

Le singe lui répondit avec une fausse assurance :

— « Veux-tu laisser la lune périr ? N'est-ce pas notre devoir à tous de la sauver ? »

Les singes eurent honte de reculer, ils acceptèrent donc son plan sans que personne ne vérifie la vérité de ce qu'ils avaient vu.

Le premier singe s'accrocha à la branche, puis le deuxième s'accrocha à ses pieds, le troisième au deuxième, puis le quatrième au troisième, jusqu'à ce que leurs corps s'étendent en une longue chaîne suspendue au-dessus du puits.

Et le dernier singe était le plus proche de l'eau, il tendit la main en essayant d'atteindre le reflet de la lune, en criant :

— « Plus qu'un peu ! Je vais l'attraper maintenant ! »

Mais la branche commença à se courber sous leur poids, et à émettre un grincement effrayant.

L'un des singes d'en haut cria :

— « Doucement ! La branche ne tiendra pas longtemps ! »

Le singe qui les dirigeait lui répondit :

— « Ne reculez pas ! Nous sommes sur le point de sauver la lune ! »

L'instant d'après, la branche se cassa soudainement, et tous les singes tombèrent dans le puits, leurs cris se mêlèrent au bruit de l'eau, et les singes qui ne purent pas en sortir se noyèrent.

Quant à la lune, elle resta suspendue dans le ciel, éclairant la forêt en silence, comme si rien ne s'était passé.

Et quand les eaux se calmèrent, il ne resta de cette aventure qu'une branche cassée, un puits silencieux, et une leçon cruelle qu'ils payèrent de leur vie.

LEÇON DE MORALE :

Ainsi agit l'ignorant, il prend l'illusion pour la réalité, et conduit certains à la perdition en croyant les sauver ; et plus ignorant encore est celui qui le suit sans vérifier la vérité.

Sylvestro Sylvestro

Publié par choupibandita893 sur Facebook dans Contes, légendes et gestes de l'Afrique de l'Oust, le 23/10/2026

LES DEUX HOMMES ET LE BAOBAB GÉANT

Il était une fois, dans un village africain entouré de hautes herbes et de grands baobabs, deux hommes nommés Kocou et Doumbia.

Kocou était un homme fort, mais orgueilleux. Il croyait que sa force suffisait pour accomplir toutes les tâches. Doumbia, quant à lui, était moins robuste, mais il possédait une grande sagesse.

Un matin, le chef du village leur confia une mission importante : déplacer un énorme tronc de baobab qui bloquait le chemin menant à la rivière.

Kocou regarda le tronc et éclata de rire.

— Ce travail est trop facile pour moi ! Je n'ai besoin de l'aide de personne.

Il retroussa ses manches, saisit le tronc et poussa de toutes ses forces. Mais le bois était trop lourd. Il essaya encore et encore, jusqu'à ce que ses bras tremblent et que son corps soit couvert de sueur.

Doumbia s'approcha doucement.

— Mon frère, pourquoi ne travaillons-nous pas ensemble ? À deux, nous pourrions réussir plus facilement.

Kocou le regarda avec mépris.

— Toi ? Tu veux m'aider ? Avec tes petits bras ? Éloigne-toi et laisse-moi faire !

Doumbia ne répondit pas. Il s'assit à l'ombre d'un arbre et attendit.

Après plusieurs heures d'efforts inutiles, Kocou tomba à genoux, épuisé. Le tronc n'avait presque pas bougé.

Pendant ce temps, les villageois qui avaient besoin de traverser le chemin commençaient à s'impatienter. Le soleil descendait lentement et la nuit approchait.

Kocou, honteux, finit par se tourner vers Doumbia.

— Mon frère, pardonne-moi. J'ai méprisé ton aide parce que je pensais que ma force était suf-



fisante. Peux-tu encore m'aider ?

Doumbia se leva avec un sourire.

— Celui qui refuse la main de son frère risque de rester longtemps devant un obstacle.

Les deux hommes examinèrent le tronc. Doumbia proposa de glisser de solides branches sous le bois pour le soulever comme un levier. Kocou accepta.

Ils placèrent les branches, choisirent ensemble le bon angle et poussèrent au même moment.

Le tronc se souleva légèrement.

— Encore ! cria Doumbia.

Ils unirent leurs forces une seconde fois. Cette fois, le tronc roula sur le côté et libéra complètement le chemin.

Les villageois poussèrent des cris de joie. Le chef du village s'avança et félicita les deux hommes.

Puis, se tournant vers Kocou, il lui demanda :

— Qu'as-tu appris aujourd'hui, mon fils ?

Kocou baissa la tête avant de répondre :

— J'ai appris que la force d'un homme ne se mesure pas seulement à ce qu'il peut faire seul, mais aussi à ce qu'il peut accomplir avec les autres. J'ai perdu des heures parce que mon orgueil m'empêchait d'accepter une aide précieuse.

Le chef sourit et déclara devant toute l'assemblée :

— Un bras peut être fort, mais deux bras unis peuvent accomplir de grandes choses. Celui qui sait marcher seul avance peut-être vite, mais celui qui sait marcher avec les autres peut aller plus loin.

À partir de ce jour, Kocou changea de comportement. Il apprit à écouter les conseils, à respecter les capacités de chacun et à proposer son aide à ceux qui en avaient besoin.

Quant à Doumbia, il devint son compagnon de confiance. Ensemble, ils participèrent à la construction de greniers, à la réparation des maisons et à l'entretien des chemins du village. Et chaque fois qu'un jeune se vantait de pouvoir tout faire seul, les anciens lui racontaient l'histoire de Kocou et Doumbia, les deux hommes qui avaient déplacé le baobab géant.

MORALE DU CONTE

« La force d'un homme peut déplacer une pierre, mais l'union de plusieurs hommes peut déplacer une montagne. »

Ne méprise jamais celui qui semble plus faible que toi, car son intelligence peut compléter ta force. N'aie pas honte de demander de l'aide, car la coopération n'est pas une faiblesse : c'est une preuve de sagesse.

Othniel YERIMA

Publié par choupibandita893 sur Facebook dans Contes, légendes et gestes de l'Afrique de l'Oust, le 23/10/2026



Fajr	Dohr	Asr	Maghreb	Isha
05:40	12:33	15:32	18:00	19:19

28^E RÉUNION MINISTÉRIELLE DU FORUM DES PAYS EXPORTATEURS DE GAZ

ARKAB RÉAFFIRME À MOSCOU L'ENGAGEMENT DE L'ALGÉRIE POUR LE RENFORCEMENT DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE

Le ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, a réaffirmé, lundi lors de la 28e réunion ministérielle du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF), l'engagement de l'Algérie en faveur du renforcement de la coopération internationale dans le domaine du gaz, soulignant le droit des Etats de choisir leurs trajectoires énergétiques.

Dans une allocution prononcée lors de la réunion ministérielle préparatoire du 8e Sommet du Forum, présidée par le ministre d'Etat nigérian aux Ressources pétrolières, chargé du gaz, Ekperikpe Ekpo, en présence du Secrétaire général du GECF, Philip Mshelbila, ainsi que des ministres et chefs de délégation des pays membres, M. Arkab a souligné que l'Algérie est attachée au renforcement de la coopération internationale dans le domaine du gaz et au respect de la souveraineté des Etats sur leurs ressources naturelles et à leur droit de choisir leurs trajectoires énergétiques.

Il a, à cet égard, souligné la nécessité de garantir un accès équitable aux technologies, aux financements et aux marchés, afin d'assurer la fourniture d'une énergie fiable et à des prix abordables, tout en soutenant le développement durable, relevant le rôle stratégique du gaz naturel dans le renforcement de la sécurité énergétique, le soutien au développement socio-économique et la garantie d'une transition énergétique "équilibrée" et "réaliste" prenant en compte les spécificités des pays et leurs niveaux de développement.

Le ministre d'Etat a mis l'accent sur la nécessité de renforcer les investissements à travers les différents maillons de la chaîne de valeur du gaz, de l'exploration et de la production au transport et à la liquéfaction, au stockage et à la réception, soulignant l'importance des contrats à long terme et d'une vision claire des marchés pour soutenir les projets et garantir la stabilité des approvisionnements.

Il a également appelé à renforcer la coopération et les échanges d'expertises, à développer les infrastructures et à intensifier les efforts visant à réduire les émissions de méthane et le torchage du gaz, tout en veillant à ce que les mesures environnementales ne se transforment pas en obstacles au commerce ou en facteurs de



fragmentation des marchés.

Mettant en avant l'importance de l'innovation et des technologies modernes, notamment le captage et le stockage du carbone (CSC), l'intelligence artificielle et le renforcement de la sécurité des installations, M. Arkab a appelé à développer l'Institut de recherche sur le gaz (GRI), basé à Alger, pour en faire un centre d'excellence en matière de recherche, de formation et de transfert de technologies, et ainsi, renforcer les capacités des pays membres et ouvrir de nouvelles perspectives au développement de l'industrie gazière.

Sommet d'Alger 2024 : une étape marquante

Le ministre d'Etat a également passé en revue les efforts de l'Algérie en matière de valorisation et de développement de ses ressources gazières, de renforcement de ses infrastructures et d'amélioration de la performance environnementale du

secteur des hydrocarbures, rappelant à ce titre, les résultats de l'appel d'offres "Algeria Bid Round 2024" et le lancement "d'Algeria Bid Round 2026".

Mettant en avant que l'Algérie poursuit ses efforts visant à réduire le torchage du gaz et les émissions de méthane, ainsi qu'à renforcer des pratiques à faible empreinte carbone, M. Arkab a souligné que l'Algérie est disposée à partager son expérience avec les Etats membres dans ce domaine, ainsi qu'en matière d'amélioration de l'efficacité énergétique et de développement de solutions à faible empreinte carbone.

Le 25e anniversaire de la création du Forum, qui coïncide avec la tenue du 8e Sommet, représente une occasion de renouveler les ambitions et de capitaliser sur les ressources et l'expertise acquises, a dit le ministre d'Etat, relevant que la révision attendue de la stratégie à long terme du Forum revêt une importance particu-

lière pour renforcer sa capacité à anticiper les mutations internationales et à orienter l'action collective vers les priorités de la prochaine étape.

Le ministre d'Etat a rappelé que l'organisation en Algérie du 7e Sommet du Forum en 2024 avait constitué une étape importante dans le parcours de cette organisation et contribué à renforcer la concertation et la coordination entre les Etats membres et les pays observateurs. L'Algérie souhaite voir le 8e Sommet constituer "une nouvelle occasion de consolider cette dynamique et de lancer des initiatives communes au service des intérêts de nos pays, tout en renforçant la place du Forum, en tant que référence fiable pour anticiper les mutations du secteur énergétique mondial", a-t-il soutenu.

M. Arkab a affirmé que la garantie de la sécurité énergétique nécessitait de parvenir à un équilibre durable entre la fiabilité des approvisionnements et la stabilité de la demande, à travers le développement de nouvelles capacités dans le domaine gazier, notamment en matière d'exploration et de production, de réseaux de transport, ainsi que d'installations de liquéfaction, de réception et de regazéification.

Il a, en outre, souligné que les investissements et la durée de réalisation des infrastructures faisaient de la stabilité des marchés et de la visibilité à long terme des éléments "essentiels".

Par ailleurs, cette réunion a été consacrée à l'examen des rapports relatifs aux activités et à la gestion du Forum, ainsi que des documents préparatoires du Sommet, dont le projet de "Déclaration de Moscou", outre plusieurs rapports de référence, notamment le rapport annuel 2026 sur le marché du gaz, le rapport prospectif sur les perspectives mondiales du gaz à l'horizon 2055 et le bulletin statistique annuel 2026.

RA

LES VIOLENCES SUR LES ENFANTS ONT ATTEINT DES NIVEAUX SANS PRÉCÉDENT ALERTE L'ONU L'HUMANITÉ S'EST DÉSHUMANISÉE

Trente ans après la création d'un mandat de l'ONU destiné à protéger les enfants de la guerre, les violences à leur encontre atteignent des niveaux sans précédent, alertent lundi plusieurs responsables devant le Conseil de sécurité.

Lors d'une réunion du Conseil de sécurité organisée pour marquer le 30^{ème} anniversaire de la création du mandat consacré aux enfants dans les conflits armés, les responsables ont dénoncé un paradoxe : jamais les mécanismes de protection n'ont été aussi développés, mais jamais autant d'enfants n'ont été victimes de violations graves. Trois décennies de résolutions, de conventions et d'engagements internationaux n'ont pas suffi à protéger les enfants de la guerre. En 2025, les Nations unies ont recensé 38.558 violations graves commises contre 24.174 enfants, un record depuis la création, en 1996, de ce mandat.

Selon l'Unicef, plus de 70 % des enfants tués ou mutilés dans les conflits en 2025 l'ont été par des armes explosives. Les violations les plus nombreuses

ont été constatées dans les territoires palestiniens, en République démocratique du Congo (RDC) et au Nigeria. Depuis 2005, l'ONU a vérifié plus de 430.000 violations graves contre des enfants. Plus de 8.000 cas de refus d'accès humanitaire ont été recensés pour la seule année 2025, selon Catherine Russell, directrice générale de l'Unicef, qui participait à la réunion du Conseil.

Les nouvelles technologies aggravent encore les risques. Drones, systèmes d'armes autonomes et intelligence artificielle (IA) permettent d'accélérer les opérations militaires, tout en éloignant les décideurs humains de l'usage de la force.

Sur internet, les groupes armés disposent également de nouveaux moyens pour recruter et exploiter des mineurs. Le 19 octobre, le Conseil de sécurité a adopté à l'unanimité une résolution destinée à mieux prévenir ces pratiques.

Pour Jainaba Jagne, envoyée spéciale de l'Union africaine sur la question, les entreprises technologiques

doivent elles aussi être mises devant leurs responsabilités, notamment en matière de prévention des risques et de protection des données des enfants.

"L'espace numérique ne doit pas devenir un nouveau front sur lequel la protection des enfants pris dans les conflits serait encore davantage compromise", a-t-elle insisté.

A ces menaces s'ajoute la diminution des financements. Durant la réunion du Conseil, Bethany Ellis, directrice de l'ONG Watchlist on Children and Armed Conflict, a dénoncé les coupes budgétaires qui frappent les programmes de réinsertion, l'accompagnement psychologique et les organisations locales chargées de documenter les violations.

Elle a également appelé les Etats à revoir leurs relations avec les gouvernements impliqués dans ces exactions, notamment en mettant fin aux transferts d'armes vers les parties qui violent le droit international.

RI